

PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Dijon, le 14 mars 2018

Service Biodiversité Eau Patrimoine

Note à Mesdames et Messieurs les Directeurs
Départementaux des Territoires

Département Eau et Milieux Aquatiques
Pôle politique de l'eau

Affaire suivie par : Emeric BUSSY
emeric.bussy@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03 45 83 22 16 – Fax : 03 45 83 22 97
Courriel : sbep.dreal-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Incidence des SDAGE Loire-Bretagne, Rhône-Méditerranée et Seine-Normandie 2016-2021 sur les documents d'urbanisme (SCOT, PLUi, PLU et cartes communales)

Pièce jointe : note annexe reprenant le détail des rédactions exactes des SDAGE 2016-2021

Sans se substituer au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), le présent document met en exergue les dispositions des SDAGE Loire-Bretagne (LB), Rhône-Méditerranée (RM) et Seine-Normandie (SN) 2016-2021 ayant une incidence sur les documents d'urbanisme. La carte suivante précise le SDAGE applicable suivant le territoire considéré de la région.

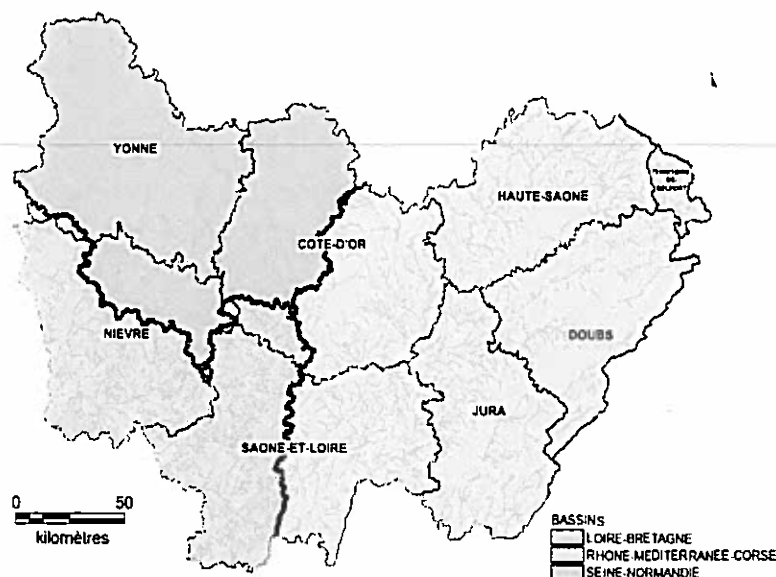


Illustration 1: Périmètre d'application des SDAGE dans la région

Il peut être noté que les SDAGE RM (disposition 4-09) et SN (table des dispositions en lien avec les documents d'urbanisme) identifient de façon globale et synthétique leurs dispositions qui expriment une attente vis-à-vis des documents d'urbanisme. En page 4, un tableau propose une synthèse détaillée des dispositions des SDAGE avec lesquelles les documents d'urbanisme, en premier lieu les SCOT, doivent être compatibles.

En vertu des articles L.131-1 et L.131-7 du code de l'urbanisme, les schémas de cohérence territoriale (SCOT), et à défaut les plans locaux d'urbanisme (PLU) éventuellement intercommunaux ou les cartes communales, doivent être compatibles avec le(s) SDAGE. Pour les documents approuvés avant l'entrée en vigueur des SDAGE le 21/12/15, une mise en compatibilité intervient dans un délai de 3 ans, si nécessaire (L.131-3 du code de l'urbanisme).

Le rapport de compatibilité implique pour les documents d'urbanisme de s'interroger sur les dispositions des SDAGE les impactant et, le cas échéant, d'apporter une réponse qui ne soit pas contradictoire avec les dispositions des SDAGE. La réponse du document d'urbanisme peut, par exemple, correspondre à un zonage particulier, à une orientation d'aménagement ou à une règle.

Dans les bassins versants couverts par un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), le SAGE est compatible au SDAGE en vertu de l'article L.212-3 du code de l'environnement. Si un SCOT, à défaut un PLU(i) ou une carte communale, est concerné par un ou plusieurs SAGE, outre la compatibilité qu'il doit présenter avec le(s) SDAGE, les articles L.131-1 et L.131-7 du code de l'urbanisme lui imposent également une compatibilité avec le(s) SAGE.

Le SAGE contient dans son plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) toutes dispositions nécessaires à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques, notamment celles favorables à l'atteinte des objectifs de bon état des eaux fixés par les SDAGE. Dans son règlement, certaines règles sont susceptibles d'interagir avec les documents d'urbanisme, par exemple sur les sujets de la gestion équilibrée de la ressource en eau, de la maîtrise du ruissellement des eaux pluviales, de la préservation de la qualité de l'eau captée pour l'AEP ou de la préservation des zones humides.

En région Bourgogne-Franche-Comté, en date du 31/12/17, sont couverts par un SAGE :

- approuvé : les bassins versants Allier aval (58), Armançon (21-89), haut-Doubs-haute-Loue (25), Ouche (21), Vouge (21) ;
- en élaboration : les bassins versants Allan (25-70-90), Arroux-Bourbince (21-58-71)¹, Bassée-Voulzie (89), Breuchin (70) Tille (21).

1. La démarche d'élaboration du SAGE Arroux-Bourbince est interrompue depuis le désengagement de la collectivité porteuse à l'été 2015. Pour l'heure, ni le PAGD ni le règlement de ce SAGE n'ont été adoptés.



Illustration 2: Sous-bassins versants couverts par un SAGE dans la région

La présente note expose :

1. l'enjeu de porter-à-connaissance dans l'élaboration des documents d'urbanisme les données et études produites en application des dispositions des SDAGE ;
2. les objectifs généraux des SDAGE exigeant une compatibilité des documents d'urbanisme ou proposant un renforcement des échanges entre acteurs de l'eau et de l'urbanisme ;
3. les objectifs techniques des SDAGE exigeant une compatibilité des documents d'urbanisme.

Les parties 2 et 3 de la note sont organisées par sujet. Pour chaque sujet sont exposés :

- si nécessaire, le rappel de l'articulation entre les documents d'urbanisme et d'autres documents ou procédures relevant du droit de l'eau cités par les SDAGE ;
- l'objectif poursuivi par les SDAGE ;
- une synthèse des dispositions des SDAGE en réponse à cet objectif ;
- la proposition d'outils mobilisables par les collectivités pour une compatibilité des documents d'urbanisme à ces dispositions.

Ces outils sont autant de compétences à mobiliser par la collectivité lorsqu'elle choisit le bureau d'étude qui l'accompagne dans l'élaboration de son SCOT ou PLU(i). La plupart des outils cités pourraient ainsi être intégrés dans le cahier des charges pour la réalisation de l'étude.

Le détail des dispositions des SDAGE, reprenant les extraits des dispositions relatifs aux documents d'urbanisme, est fourni dans une note annexe.

Avant d'entrer dans le détail, il convient de signaler que, hormis le sujet de la connaissance et de la préservation des zones humides, sur lequel ils ne sont que marginalement modifiés, les SDAGE 2016-2021 renforcent leurs attentes vis-à-vis des documents d'urbanisme sur tous les sujets par rapport aux SDAGE précédents. La synthèse suivante des dispositions des SDAGE avec lesquelles les documents d'urbanisme, en premier lieu les SCOT, doivent être compatibles en témoigne.

	Dispositions des SDAGE		
	(prescription sur fond gris ; recommandation sur fond blanc)		
	Loire-Bretagne	Rhône-Méditerranée	Seine-Normandie
Objectifs généraux			
Analyse prospective relative à la non-dégradation des milieux aquatiques et à l'adaptation au changement climatique		1-02	L1.161
Renforcement des échanges entre acteurs de l'eau et acteurs de l'urbanisme	12C-1	4-10	L2.168
Objectifs techniques			
			D1.8 D1.9 D2.18 D5.59 D8.142 D8.143
Maîtrise du ruissellement des eaux pluviales	3D-1 3D-2	5A-04 8-05	
Préservation de la qualité des ressources pour l'usage AEP		5E-01 5E-03	D7.128
		5A-01 5A-02 5A-06 5B-01	
Prévention des pollutions et de l'eutrophisation			D1.7 D2.20
Connaissance et préservation des zones humides	8A-1 8E-1	8B-02 8B-05	D6.86 D6.87
Préservation des espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques et des zones d'expansion des crues		6A-02 6A-04	D6.64 D6.65 D6.67 D6.139
Maîtriser les extractions de granulats alluvionnaires			D6.102
Gestion équilibrée de la ressource en eau		7-04 7-05	D7.137

Tableau 1: Synthèse des dispositions des SDAGE avec lesquelles une compatibilité des documents d'urbanisme est attendue

1. Porter-à-connaissance

L'atteinte des objectifs généraux et techniques des SDAGE exposés en parties 2 et 3 suppose au préalable une diffusion par les services de l'Etat des données, études et connaissances disponibles, notamment celles produites dans le cadre des démarches locales concertées de gestion de l'eau et des milieux aquatiques (SAGE, contrats de milieu), dans le cadre du porter-à-connaissance (PAC) des documents d'urbanisme.

Avant tout, il conviendrait ainsi d'intégrer aux PAC, en s'appuyant sur les SDAGE et leur programme de mesures, les éléments relatifs aux masses d'eau (localisation, nom...), leur état actuel, leurs objectifs (atteinte du bon état et, le cas échéant, d'objectifs plus stricts, d'ici quelle échéance), les pressions qu'elles subissent et qu'il est nécessaire de réduire pour conserver ou progresser vers le bon état.

Par ailleurs, la mise à disposition de données et connaissances techniques est primordial pour permettre la compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions des SDAGE exposées en partie 3.

Au regard des différents objectifs techniques énumérés ci-dessous, les études et données suivantes peuvent intégrer le PAC :

- maîtrise du ruissellement des eaux pluviales : études locales de définition de débits de fuite ;
- préservation de la qualité des ressources pour l'usage AEP : captages prioritaires, études locales de définition et éléments de localisation des ressources stratégiques et de leurs zones de sauvegarde ;
- réduction de la pollution par les substances dangereuses : objectifs de réduction ou de suppression des émissions ;
- prévention des pollutions et de l'eutrophisation : zonages d'assainissement, schémas directeurs d'assainissement collectif, flux admissibles définis à l'échelle locale par les SAGE ou contrats de milieu, milieux fragiles vis-à-vis du phénomène d'eutrophisation, identification locale des têtes de bassin versant ;
- connaissance et préservation des zones humides : études locales de prélocalisation, caractérisation et/ou inventaires ;

- préservation des espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques : études locales et éléments de délimitation des espaces de bon fonctionnement et/ou de mobilité par les SAGE ou contrats de milieu, enjeux associés aux forêts alluviales, frayères inventoriées en application du L.432-3 du code de l'environnement, réservoirs biologiques ;
- gestion équilibrée de la ressource en eau : études et plans locaux de partage et de gestion de la ressource en eau (établis en général par les SAGE), objectifs de débits et de niveaux piézométriques, inventaires des forages domestiques produits par les SAGE et contrats de milieu, données sur la vulnérabilité des territoires au changement climatique issus, entre autres, des plans de bassin d'adaptation au changement climatique.

2. Objectifs généraux des SDAGE

2.1. ANALYSE PROSPECTIVE DANS UNE LOGIQUE DE NON-DEGRADATION DES MILIEUX AQUATIQUES ET D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Objectif des SDAGE :

Afin d'éviter toute dégradation des milieux aquatiques, premier objectif de la directive cadre sur l'eau, et dans le contexte du changement climatique, les SDAGE promeuvent la réalisation d'études prospectives sur la situation des territoires à long terme. Il s'agit d'anticiper les effets des évolutions sur les milieux aquatiques et de favoriser la prise de décisions adaptées, qui ne remettraient pas en cause les objectifs de bon état des eaux.

Cet objectif général est en partie commun avec celui, plus technique et traité en partie 3, relatif à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Synthèse des dispositions :

Seuls les SDAGE RM et SN expriment cet objectif de façon générale et contiennent des dispositions en conséquence.

Pour atteindre cet objectif, les SDAGE attendent l'établissement de telles études prospectives dans le cadre de l'élaboration des SCOT (RM 1-02 ; SN L1.161). Le SDAGE SN propose de s'appuyer sur les scénarios élaborés pour le volet « énergie et climat » des SCOT. Quant au SDAGE RM, il invite à capitaliser les connaissances mises à disposition par les acteurs de l'eau pour alimenter ces études.

Détail des dispositions :

Se référer à la note annexe.

2.2. CONCERTATION ENTRE ACTEURS DE L'EAU ET DE L'URBANISME

Objectif des SDAGE :

Afin de faciliter l'atteinte de l'objectif général précédent relatif aux analyses prospectives et des objectifs plus techniques exposés en partie 3, les SDAGE attendent un renforcement des échanges entre les acteurs locaux en charge de l'eau et de l'urbanisme.

Synthèse des dispositions :

En traduction de cet objectif, les SDAGE proposent que les échanges interviennent à l'échelle des commissions locales de l'eau (CLE), en charge de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des SAGE, et des collectivités compétentes en matière d'urbanisme. Il est attendu que ces échanges aient lieu au plus tôt dans la procédure d'élaboration du document d'urbanisme (RM 4-10 ; SN L2.168). Les SDAGE proposent que des représentants des CLE soient associés à la procédure d'élaboration du document d'urbanisme (LB 12C-1 ; RM 4-10 ; SN L2.168) et qu'en retour les collectivités en charge de l'urbanisme puissent participer aux CLE lors de l'élaboration ou de la révision des SAGE (LB 12C-1).

Détail des dispositions :
Se référer à la note annexe.

3. Objectifs techniques des SDAGE

3.1. MAÎTRISE DU RUISSELLEMENT DES EAUX PLUVIALES

Objectif des SDAGE :

Limiter l'imperméabilisation des sols et encourager les projets permettant de restaurer des capacités d'infiltration, à la fois pour éviter la pollution des eaux en temps de pluie, ne pas aggraver les écoulements en aval des points de rejets et réduire les risques d'inondation dus au ruissellement.

Synthèse des dispositions :

L'atteinte de cet objectif peut s'appuyer sur la mise en place ou la révision, concomitamment à l'élaboration du PLU si possible (RM 8-05 ; SN D8.143), d'un zonage d'assainissement pluvial (LB 3D-1 ; RM 8-05 ; SN D1.8), partie intégrante du zonage d'assainissement (L.2224-10 CGCT) annexé au PLU (R.151-53 code urbanisme). Il est même attendu que l'incidence de l'imperméabilisation des sols soit étudiée lors de l'élaboration des documents d'urbanisme (SN D1.8).

En premier lieu, l'objectif posé par les SDAGE implique de limiter, voire éviter, l'imperméabilisation des sols et la collecte, par les systèmes d'assainissement, de nouveaux volumes d'eaux de ruissellement. Il est donc attendu des documents d'urbanisme qu'ils contribuent à **maîtriser l'artificialisation des sols et à privilégier la rétention à la source** (LB 3D-2 ; RM 5A-04 et 8-05 ; SN D1.8 et D1.9). Les SDAGE RM et SN proposent des moyens pour y parvenir, par exemple en invitant respectivement à **utiliser des terrains déjà bâtis pour l'accueil de nouvelles constructions et à favoriser les surfaces d'espaces verts**. Les SDAGE attendent également des documents d'urbanisme qu'ils **préservent les éléments fixes du paysage** pour contribuer à limiter le ruissellement (RM 8-05 ; SN D2.18). Une attention particulière doit être portée à la limitation du ruissellement à l'amont des captages AEP (SN D5.59).

L'objectif des SDAGE appelle également, au niveau des projets d'aménagements, à réduire l'impact ~~sur les milieux naturels des rejets d'eaux pluviales.~~ Pour autant, les documents d'urbanisme ne sont pas exonérés du traitement de ce volet. Les SDAGE attendent en effet qu'ils intègrent des éléments relatifs à un plafonnement des débits de fuite, adapté aux conditions locales. Les SDAGE formulent pour cela des prescriptions de méthode (RM 5A-04 ; SN D8.142) ou fixent, vis-à-vis des SCOT, un débit de fuite par défaut (LB 3D-2).

De surcroît, motivé par l'adaptation au changement climatique et la prévention des inondations, le SDAGE RM (5A-04) va jusqu'à inciter les SCOT et PLU à intégrer des orientations visant à **désimperméabiliser des surfaces en compensation de l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation**. Il propose une valeur-guide de compensation, invitant à ce que la surface cumulée des projets de désimperméabilisation représente 150 % de la nouvelle surface imperméabilisée suite à l'ouverture de zones à l'urbanisation.

Note: Un guide « Vers la ville perméable : comment désimperméabiliser les sols ? » a été diffusé dans le bassin Rhône-Méditerranée en mars 2017 :

http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/docs/sdage2016/docs-appui/201703-PUB-GuideVersLaVillePermeable-vFinale_HD_Web.pdf

En particulier, il propose de façon détaillée une méthode d'application de ce principe de compensation en pages 47-49.

Outils mobilisables au sein des documents d'urbanisme pour maîtriser le ruissellement des eaux pluviales :

Objectif poursuivi	Outil(s) pouvant être mobilisé(s) dans les différentes pièces des documents d'urbanisme
Maîtriser l'artificialisation des sols et densifier	<ul style="list-style-type: none"> Le document d'orientations et d'objectifs (DOO) du SCOT : <ul style="list-style-type: none"> arrête des objectifs chiffrés de lutte contre l'étalement urbain (article L.141-6 du code de l'urbanisme) ; impose l'utilisation de terrains en zone urbanisée avant toute ouverture à l'urbanisation d'un secteur nouveau (article L.141-9 du code de l'urbanisme). Le règlement du PLU(i) : <ul style="list-style-type: none"> impose une part minimale de surfaces non-imperméabilisées (article L.151-22 du code de l'urbanisme) ; localise dans les zones urbaines les terrains cultivés et espaces non bâtis à protéger (article L.151-23 du code de l'urbanisme).
Privilégier la rétention à la source	<ul style="list-style-type: none"> Le règlement du PLU(i) : <ul style="list-style-type: none"> impose des installations nécessaires à la gestion des eaux pluviales et du ruissellement (article R.151-43 du code de l'urbanisme) ; fixe les conditions pour limiter l'imperméabilisation, assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et du ruissellement, collecter, stocker et traiter les eaux pluviales et de ruissellement (article R.151-49 du code de l'urbanisme).
Favoriser les espaces verts :	<ul style="list-style-type: none"> Le DOO du SCOT fixe des objectifs de maintien ou création d'espaces verts dans les zones ouvertes à l'urbanisation (article L.141-11 du code de l'urbanisme). Le règlement du PLU(i) : <ul style="list-style-type: none"> impose la réalisation d'espaces libres et de plantations, aires de jeux et de loisirs (article R.151-43 du code de l'urbanisme) ; instaure des emplacements réservés aux espaces verts (article R.151-43 du code de l'urbanisme).
Préserver les éléments fixes du paysage :	<ul style="list-style-type: none"> Le règlement du PLU(i) localise et délimite les éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du code de l'urbanisme).
Désimperméabiliser des surfaces :	<ul style="list-style-type: none"> Le règlement du PLU(i) : <ul style="list-style-type: none"> impose une part minimale de surface non-imperméabilisée ou éco-aménageable, afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville (article L.151-22 du code de l'urbanisme) ; fixe les conditions pour limiter l'imperméabilisation, assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et du ruissellement, collecter, stocker et traiter les eaux pluviales et de ruissellement (article R.151-49 du code de l'urbanisme).

Détail des dispositions :

Se référer à la note annexe.

3.2. PRESERVATION DE LA QUALITE DES RESSOURCES POUR L'USAGE AEP

Objectif des SDAGE :

Protéger les ressources AEP déjà exploitées (en particulier lorsque le captage est classé prioritaire dans le SDAGE) ou stratégiques pour le développement d'un usage AEP dans le futur.

Note : Cet objectif concerne les versants RM et SN de la région, le SDAGE LB n'attendant pas de compatibilité des documents d'urbanisme sur ce sujet.

Synthèse des dispositions :

La traduction de l'objectif de protection des ressources AEP déjà exploitées conduit à attendre des documents d'urbanisme qu'ils évitent et **réduisent les impacts du développement de l'urbanisation et des activités économiques** sur la quantité et la qualité de ces ressources (RM 5E-03).

En parallèle et dans une position prospective, les SDAGE attendent des documents d'urbanisme qu'ils préservent les ressources stratégiques ayant vocation à être utilisées pour l'AEP dans le futur.

Une ressource stratégique pour l'AEP, d'intérêt départemental ou régional, est :

- soit d'ores et déjà fortement sollicitée : leur altération poserait des problèmes immédiats pour les populations qui en dépendent ;
- soit pas ou faiblement sollicitée à l'heure actuelle mais à fortes potentialités, préservées à ce jour et à conserver en l'état pour la satisfaction des besoins futurs.

Au sein d'une ressource stratégique peuvent être délimitées des zones de sauvegarde, sur lesquelles doivent :

- porter les efforts pour éviter/limiter les pressions susceptibles d'altérer ces ressources stratégiques en volume et qualité ;
- être autorisées à l'avenir les implantations de nouveaux captages.

Si le SAGE est appelé à définir des dispositions favorables à la préservation des ressources stratégiques pour l'AEP (RM 5E-01), les SDAGE précisent qu'il revient aux documents d'urbanisme, par compatibilité avec le SAGE le cas échéant, de prévoir les mesures permettant la protection à long terme de ces ressources. Le SDAGE SN attend même que ces mesures **garantissent un usage foncier des sols** en relation avec ces ressources, compatible avec un futur usage AEP de ces dernières (D7.128).

Outils mobilisables pour la préservation de la qualité des ressources pour l'alimentation en eau potable :

Objectif poursuivi	Outil(s) pouvant être mobilisé(s) dans les différentes pièces des documents d'urbanisme
Réduire les impacts du développement de l'urbanisation et des activités économiques :	<ul style="list-style-type: none"> • Le DOO du SCOT fixe, par secteur géographique, des objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain (article L.122-1-5 du code de l'urbanisme) • Le rapport de présentation et le projet d'aménagement et de développement durable du PLU(i) : <ul style="list-style-type: none"> ◦ justifie le projet de développement du territoire : croissance démographique, besoin en logements, besoin en surfaces dédiées aux activités économiques ; ◦ présentent des mesures visant à modérer la consommation d'espace et limiter l'étalement urbain. • Le règlement du PLU(i) : <ul style="list-style-type: none"> ◦ délimitent des zones N et A (article L.151-9 du code de l'urbanisme) ; ◦ permet d'interdire certains usages, activités ou constructions, pour des raisons de sécurité ou salubrité ou en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, dans le respect de la vocation générale des zones (article R.151-30 du code de l'urbanisme). Le zonage peut identifier en particulier les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics ou de préservation des ressources naturelles justifient de l'interdiction de certaines constructions ou

	installations, yc temporaires, plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols (article R.151-31 du code de l'urbanisme) ; <ul style="list-style-type: none"> ◦ motive le classement en zone N au titre de la préservation ou de la restauration des ressources naturelles (article R.151-24 du code de l'urbanisme).
Garantir un usage foncier des sols	Mettre en œuvre, en parallèle des documents d'urbanisme, des démarches permettant une maîtrise du fonds (acquisition, bail emphytéotique, convention de gestion...) et/ou des usages (bail environnemental, convention d'usage, mesures agro-environnementales et climatiques...).

Détail des dispositions :

Se référer à la note annexe.

3.3. PREVENTION DES POLLUTIONS ET DE L'EUTROPHISATION

Rappel : documents d'orientation pour les systèmes d'assainissement

Document d'appui : guide pratique de l'agence de l'eau Loire-Bretagne relatif aux diagnostics et schémas directeurs d'assainissement collectif des eaux usées, publié en 2016 et consultable sur Internet :

[http://www.eau-loire-](http://www.eau-loire-bretagne.fr/espace_documentaire/documents_en_ligne/guides_assainissement/PUBLI_Guide_ccipSDA.pdf)

[bretagne.fr/espace_documentaire/documents_en_ligne/guides_assainissement/PUBLI_Guide_ccipSDA.pdf](http://www.eau-loire-bretagne.fr/espace_documentaire/documents_en_ligne/guides_assainissement/PUBLI_Guide_ccipSDA.pdf)

Schéma directeur d'assainissement collectif des eaux usées (L.2224-8 CGCT) :

Il définit un programme pluriannuel et hiérarchisé d'actions, destiné à améliorer la connaissance, la gestion et le fonctionnement du système d'assainissement collectif des eaux usées qui comprend le réseau et la station de traitement. Il s'appuie sur un diagnostic dont les objectifs sont régis notamment par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif à l'assainissement collectif (article 12).

Zonage d'assainissement (L.2224-10 CGCT) :

Etabli par les collectivités compétentes en assainissement après enquête publique, il comprend :

- un zonage « collectif/non collectif » ou zonage « eaux usées », visant à définir les zones à maintenir en assainissement non collectif et celles à assainir en collectif. Il permet donc indirectement de quantifier les charges de pollution à prendre en compte pour le dimensionnement des ouvrages d'assainissement collectif des eaux usées, surtout pour ce qui concerne les petites collectivités disposant d'un réseau d'assainissement peu développé, donc particulièrement vulnérable aux apports nouveaux d'eaux usées. Ce zonage est parfois appelé improprement « schéma directeur d'assainissement », notamment lorsqu'il concerne un territoire ne disposant pas encore d'un système d'assainissement collectif.
- un zonage « eaux pluviales », qui fixe des prescriptions en matière de limitation ou de réduction de l'imperméabilisation des sols et de collecte, stockage et traitement des eaux pluviales. Le zonage pluvial a précisément pour objectif la prise en compte de la problématique du ruissellement dans les projets d'urbanisation ou de renouvellement urbain. Il vise aussi à prémunir le réseau unitaire, quand il y en a un, contre tout apport supplémentaire d'eaux pluviales qui aurait pour conséquence une aggravation des rejets d'eaux usées au milieu. Il peut même conduire à réduire ces apports.

Schéma directeur des eaux pluviales :

Il vise à planifier les infrastructures nécessaires à la gestion des eaux pluviales réalisées sous maîtrise d'ouvrage publique. Par exemple, il permet de redimensionner les réseaux pluviaux en cas de débordements ou bien de définir les conditions d'évacuation des eaux pluviales en excès sur d'autres exutoires. Il a également pour objet de définir les aménagements nécessaires à la réduction des rejets de pollution dans le milieu dus aux eaux de ruissellement.

Liens entre ces documents régissant les systèmes d'assainissement :

Le schéma d'assainissement collectif des eaux usées (L. 2224-8 CGCT) doit s'appuyer sur le zonage d'assainissement (L. 2224-10 CGCT) s'il existe. Si tel n'est pas le cas, il est recommandé de mener les deux démarches conjointement, particulièrement pour les « petites » collectivités

dites « rurales ». Par ailleurs, si tout ou partie du réseau collectif des eaux usées est de type « unitaire », c'est-à-dire qu'il reçoit dans un même collecteur les eaux usées et les eaux pluviales, le dimensionnement du réseau et des ouvrages de stockage par temps de pluie tiendra compte des orientations du schéma et du zonage « eaux pluviales ».

Prise en compte de ces documents par le droit de l'urbanisme :

La loi (L.151-24 code urbanisme) dispose que le règlement du PLU peut délimiter les zones mentionnées dans le zonage d'assainissement issu du L.2224-10 CGCT. Il peut également fixer les conditions de réalisation d'un assainissement non-collectif afin de satisfaire aux objectifs de salubrité (R.151-49 CGCT).

A minima, le zonage d'assainissement (L.2224-10 CGCT) et le schéma directeur d'assainissement collectif (L.2224-8 CGCT) sont annexés au PLU (R.151-53 code urbanisme).

Objectif des SDAGE :

Compatibilité de l'aménagement du territoire avec la capacité de traitement des eaux usées et d'accueil du milieu récepteur, pour éviter qu'il ne compromette l'atteinte de l'objectif de bon état, voire d'un objectif plus strict en cas d'usages le justifiant (AEP, zone de baignade). Le développement de l'urbanisation peut être conditionné, voire limité, dans les secteurs où l'atteinte du bon état des eaux est remise en cause ou susceptible de l'être du fait de rejets polluants.

Synthèse des dispositions :

S'appuyant sur les schémas et zonages d'assainissement (ces derniers devant être, a minima, annexés aux PLU, voire traduits dans leur règlement), les SDAGE expriment cet objectif de façon générale (RM 5A-01 ; SN D1.7), en l'associant à des recommandations en termes d'organisation du système d'assainissement (SN D1.7), et/ou via l'indication de valeurs-seuils qu'il convient de ne pas excéder au niveau des rejets dans le milieu naturel (RM 5A-02 et 5B-03). En complément des dispositions relatives aux rejets urbains, le SDAGE SN attend des documents d'urbanisme qu'ils réduisent l'impact des rejets de drainage (SN D2.20).

Pour favoriser l'atteinte de l'objectif, le SDAGE RM introduit la notion de flux admissibles. Définis dans le cadre d'un SAGE ou d'un contrat de milieu, les SCOT doivent être compatibles avec ceux-ci (RM 5A-02) ce qui peut se traduire :

- d'une part, par l'adaptation des SCOT pour ne pas aggraver le flux de pollution (RM 5B-01) susceptible de dégrader l'état des milieux aquatiques (entre autres, l'accroissement du phénomène d'eutrophisation) ;
- d'autre part, par la révision des schémas directeurs et zonages d'assainissement dès lors que les perspectives d'aménagement figurant dans les SCOT ou les PLU ont une incidence sur le système d'assainissement (RM 5A-06).

Outils mobilisables pour prévenir les pollutions et l'eutrophisation :

Outil(s) pouvant être mobilisé(s) dans les différentes pièces des documents d'urbanisme
<ul style="list-style-type: none">• Le rapport de présentation du PLU(i) :<ul style="list-style-type: none">◦ analyse la capacité des dispositifs d'assainissement du territoire (individuels ou collectifs) pour indiquer s'ils sont saturés ou non ;◦ justifie la capacité de ces dispositifs à répondre aux besoins des nouveaux habitants et activités supplémentaires.• Le règlement du PLU(i) :<ul style="list-style-type: none">◦ vérifie la cohérence entre le schéma directeur d'assainissement et les pièces réglementaires du PLU (zones U et AU)

Détail des dispositions :

Se référer à la note annexe.

3.4. CONNAISSANCE ET PRÉSERVATION DES MILIEUX HUMIDES

Objectif des SDAGE :

Préserver les fonctions des zones humides, au vu des services qu'elles rendent (soutien des étiages, rétention temporaire d'eau, espace de biodiversité riche...).

Synthèse des dispositions :

Afin d'atteindre cet objectif, les SDAGE invitent à acquérir et/ou consolider les connaissances sur les zones humides et leur fonctionnement : cette mission relève en premier lieu des outils de la politique de l'eau, les SAGE notamment, les contrats de milieu à défaut, dans le cadre desquels la caractérisation des zones humides s'effectue de façon concertée entre l'ensemble des acteurs du territoire.

Les SDAGE attendent des documents d'urbanisme qu'ils capitalisent les connaissances existantes, en particulier celles issues des SAGE ou des contrats de milieu (LB 8E-1 et 8A-1 ; RM 6B-05 ; SN D6.86). Dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme, ils précisent cependant qu'il peut être opportun, en l'absence de connaissance précise et en particulier dans les zones qui seraient ouvertes à l'urbanisation, de compléter ou consolider les connaissances disponibles sur les zones humides en vue de les intégrer dans un zonage protecteur.

L'atteinte de l'objectif des SDAGE implique en effet que les SCOT, et à défaut les PLU, intègrent les zones humides dans un zonage adapté (LB 8A-1 ; SN D6.86), mais surtout contiennent des orientations, dispositions et/ou règles favorables à leur préservation (RM 6B-02 ; SN D6.86), proportionnées à leurs fonctionnalités (LB 8A-1) et établies de façon concertée (SN D6.87), en compatibilité avec les SAGE quand ils existent.

Le SDAGE SN (D6.86) propose un moyen susceptible de traduire en partie l'attente exprimée au paragraphe précédent : l'identification d'une part minimale de surface non imperméabilisée ou éco-aménageable à l'échelle du document d'urbanisme.

Outils mobilisables pour la préservation des zones humides :

Outil(s) pouvant être mobilisé(s) dans les différentes pièces des documents d'urbanisme
<ul style="list-style-type: none">• Au sein des rapports de présentation d'un SCOT ou d'un PLU(i) :<ul style="list-style-type: none">◦ intégration dans l'état initial de l'environnement (diagnostic) des études existantes sur la connaissance et le fonctionnement des milieux humides issues notamment des SAGE ;◦ acquisition de connaissances complémentaires dans les secteurs de développement prévus par les documents d'urbanisme ;◦ présentation et intégration des dispositions des plans de gestion des milieux humides, lorsqu'ils existent ;◦ en cas d'impacts d'une ouverture à l'urbanisation sur les milieux humides, présentation de la démarche « éviter, réduire, compenser ».• Le DOO du SCOT :<ul style="list-style-type: none">◦ fixe, par secteur géographique, les objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain (article L.141-6 du code de l'urbanisme) ;◦ impose l'utilisation de terrains en zone urbanisée avant toute ouverture à l'urbanisation d'un secteur nouveau (article L.141-9 du code de l'urbanisme) ;◦ détermine des espaces et sites naturels, agricoles ou forestiers à protéger (article L.141-10 du code de l'urbanisme) ;◦ détermine des modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité (article L.141-10 du code de l'urbanisme).• Les orientations d'aménagement et de programmation du PLU(i) comportent une représentation schématique des milieux humides présents en zones AU voire U afin de les intégrer au mieux dans le futur aménagement de ces secteurs• Le règlement du PLU(i) :<ul style="list-style-type: none">◦ délimite des zones N et A (article L.151-9 du code de l'urbanisme) ;

- précise la motivation du classement en zone N : préserver l'intérêt écologique des sites, milieux et espaces naturels (article R.151-24 du code de l'urbanisme) ;
- localise et délimite des sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique (article L.151-23 du code de l'urbanisme) ;
- intègre des espaces boisés classés dans les différentes zones du PLU(i) : bois, forêts à conserver et protéger (article R.151-31 du code de l'urbanisme).

Détail des dispositions :
Se référer à la note annexe.

3.5. PRÉSERVATION DES ESPACES DE BON FONCTIONNEMENT DES MILIEUX AQUATIQUES ET DES ZONES D'EXPANSION DE CRUES

Rappel : servitudes d'utilité publique relevant du code de l'environnement

Servitudes d'utilité publique (SUP) instaurées par le code de l'environnement (L.211-12) :

Instituées à la demande de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leur groupement, elles peuvent avoir pour objet :

- la création de zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement ;
- la création ou la restauration des zones de mobilité du lit mineur d'un cours d'eau en amont des zones urbanisées ;
- la préservation ou la restauration des zones humides dites « zones stratégiques pour la gestion de l'eau » délimitées en application du L.212-5-1 du même code.

Les SUP relevant d'un des deux premiers points sont délimitées par arrêté préfectoral après enquête publique.

En particulier, dans les zones de mobilité d'un cours d'eau faisant l'objet d'une SUP, les travaux de protection des berges, remblais, endiguements et affouillements, les constructions ou installations et, d'une manière générale, tous les travaux ou ouvrages susceptibles de faire obstacle au déplacement naturel du cours d'eau ne peuvent pas être réalisés. A cet effet, l'arrêté préfectoral instaurant la SUP peut soumettre à déclaration préalable au titre du droit de l'urbanisme la réalisation de travaux qui, en raison de leur nature, de leur importance ou de leur localisation, sont susceptibles de faire obstacle au déplacement naturel du cours d'eau.

Prise en compte de ces documents par le droit de l'urbanisme :

Les SUP délimitées en vertu du L.211-12 du code de l'environnement doivent être annexées au PLU ou à la carte communale, tel qu'en dispose le L.126-1 du code de l'urbanisme.

Objectif des SDAGE :

Préserver le bon fonctionnement des milieux aquatiques (notamment l'espace de mobilité des cours d'eau et les boisements alluviaux) et les champs d'expansion des crues.

Synthèse des dispositions :

L'atteinte de cet objectif se traduit par l'expression d'attentes vis-à-vis de différents types de milieu :

- l'espace de bon fonctionnement, introduit par le SDAGE RM et pour lequel un guide d'aide à la mise en œuvre du SDAGE est en cours d'édition. Cette notion se veut englobante des différents milieux cités ci-après ;
- l'espace de mobilité du cours d'eau ;
- les zones de frayères ;
- les boisements alluviaux ;
- les zones d'expansion des crues.

En premier lieu, les SDAGE précisent que l'identification de ces milieux (hors zones d'expansion des crues) et des actions favorables à leur préservation et restauration doit s'effectuer dans un cadre concerté relevant de la politique de l'eau : SAGE ou contrat de milieu.

Si l'objectif posé est partagé par les 3 SDAGE, de même que l'identification concertée de ces milieux, le SDAGE LB ne dépasse pas ces points. Il ne contient donc pas de disposition exprimant une attente spécifique envers les documents d'urbanisme sur ce sujet.

Les SDAGE RM et SN attendent, sur la base des éléments issus des SAGE ou à défaut des contrats de milieu, des documents d'urbanisme qu'ils prévoient les orientations et règles permettant la préservation à long terme de ces milieux (RM 6A-02 et 6A-04 ; SN D6.64 et D6.67). Ils rappellent la faculté de l'Etat ou des collectivités territoriales à identifier des servitudes d'utilité publique, définies par le L.211-12 du code de l'environnement et annexées au PLU ou à la carte communale une fois délimitées, au droit des espaces de mobilité des cours d'eau (RM 6A-02 ; SN D6.64). Le SDAGE SN émet de surcroît une prescription relative à l'intégration de ces milieux dans un zonage adapté (D6.64 et D6.67).

Le SDAGE SN va jusqu'à émettre des recommandations en matière d'orientation ou règle pour les documents d'urbanisme, évoquant le recours à l'**identification dans ces documents de zones inconstructibles** pour préserver certains de ces milieux, notamment la fonctionnalité des zones de frayères (D6.65).

Outils mobilisables pour la préservation des espaces de bon fonctionnement :

Outil(s) pouvant être mobilisé(s) dans les différentes pièces des documents d'urbanisme
<ul style="list-style-type: none"> • Le DOO du SCOT : <ul style="list-style-type: none"> ◦ détermine des espaces et sites naturels, agricoles ou forestiers à protéger (article L.141-10 du code de l'urbanisme) ◦ détermine des modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité et à la préservation des continuités écologiques (article L.141-10 du code de l'urbanisme) • Le règlement du PLU(i) : <ul style="list-style-type: none"> ◦ définit des actions de mise en valeur des continuités écologiques (article L.151-7 du code de l'urbanisme) ◦ délimite des zones N et A (article L.151-9 du code de l'urbanisme) ◦ localise et délimite des sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique et pour la préservation et le maintien des continuités écologiques (article L.151-23 du code de l'urbanisme) ◦ localise dans les zones urbaines des terrains cultivés et espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles (article L.151-23 du code de l'urbanisme) ◦ délimite des emplacements nécessaires aux continuités écologiques (articles L.151-41 et R.151-43 du code de l'urbanisme) ◦ précise la motivation du classement en zone N : préserver l'intérêt écologique des sites, milieux et espaces naturels et prévenir les risques d'expansion des crues (article R.151-24 du code de l'urbanisme) ◦ intègre d'espaces boisés classés dans les différentes zones du PLU(i) : bois, forêts à conserver et protéger (article R.151-31 du code de l'urbanisme)

Détail des dispositions :

Se référer à la note annexe.

3.6. MAÎTRISER LES EXTRACTIONS DE GRANULATS ALLUVIONNAIRES

Objectif des SDAGE :

Limiter les extractions de granulats alluvionnaires et les réserver à des usages nobles, pour lesquels aucun matériau alternatif ne peut être mobilisé.

Synthèse des dispositions :

Si cet objectif est poursuivi par les SDAGE, seul le SDAGE SN introduit un lien avec les documents d'urbanisme. Il attend en effet des documents d'urbanisme qu'ils contribuent à cette réduction d'extraction de matériaux alluvionnaires en favorisant l'utilisation et réutilisation de matériaux alternatifs. Cela passe par l'identification d'espaces de gestion, recyclage et stockage des matériaux alternatifs.

Outils mobilisables pour maîtriser les extractions de granulats :

Outil(s) pouvant être mobilisé(s) dans les différentes pièces des documents d'urbanisme

- Le rapport de présentation des documents d'urbanisme rappelle l'objectif de limiter les extractions des granulats alluvionnaires.
- Les espaces concernés sont identifiés et localisés par le zonage des PLU(i) ou par un document graphique dans le DOO des SCOT.

Détail des dispositions :

Se référer à la note annexe.

3.7. GESTION EQUILBRÉE DE LA RESSOURCE EN EAU

Rappel : schéma directeur d'alimentation en eau potable (SDAEP)

L'article L.2224-7-1 du code général des collectivités territoriales prévoit que les collectivités compétentes en eau potable établissent un schéma. Devant notamment préciser les zones desservies par le réseau de distribution d'eau potable, ce document contient également un descriptif détaillé des ouvrages de transport et de production d'eau potable : plan du réseau mentionnant la localisation des dispositifs généraux de mesures, linéaire de canalisations, année ou, à défaut période de pose, informations disponibles sur les matériaux utilisés et les diamètres des canalisations (article D.2224-5-1 du code de l'environnement).

Le descriptif détaillé est mis à jour et complété chaque année en mentionnant les travaux réalisés sur les réseaux ainsi que les données acquises pendant l'année.

Outil nécessaire de connaissance, le schéma est également incontournable pour une gestion durable d'un système d'alimentation en eau potable, tant par la prospective en termes d'évolutions des besoins et de la disponibilité de la ressource que par l'identification des problèmes à résorber et la programmation de travaux qui l'accompagne (réduction des fuites...).

Pour intégrer les orientations de ces schémas dans leur réflexion, les collectivités compétentes en urbanisme sont invitées à se rapprocher des collectivités organisatrices d'un service public d'eau potable (communautés de communes, syndicat d'eau...), voire des Conseils Départementaux qui, pour certains, ont pu établir des schémas à l'échelle départementale.

Objectif des SDAGE :

Adapter l'aménagement du territoire à la disponibilité de la ressource en eau, ce qui peut conduire à conditionner, voire limiter, le développement de l'urbanisation dans les secteurs où l'atteinte du bon état des eaux est remise en cause du fait de prélèvements dans les secteurs en déficit chronique de ressource en eau.

Synthèse des dispositions :

L'atteinte générale de cet objectif passe, entre autres, par le respect 8 années sur 10 des valeurs-seuils de débit et de piézométrie fixées par les SDAGE en différents points de référence sur les

cours d'eau ou eaux souterraines, en général à l'exutoire de grands bassins d'écoulement (LB 7A-1 et annexe 5 ; RM 7-06 ; SN : objectifs en partie 3.3 du SDAGE).

Si le SDAGE LB partage cet objectif, il a recours essentiellement au levier de la gestion concertée des prélèvements et aux déclarations et autorisations délivrées au titre de la loi sur l'eau. Le lien entre disponibilité de la ressource et urbanisme n'est formalisé que pour le littoral (orientations 7A et 10F, ce qui ne concerne donc pas la région). Tout ce qui suit sur ce sujet ne porte donc que sur les SDAGE RM et SN.

Les SDAGE (RM 7-04 ; SN D7.137) visent cet objectif en attendant des documents d'urbanisme lors de leur élaboration ou révision qu'ils analysent l'adéquation entre la ressource disponible et les besoins en eau des aménagements et de l'urbanisation envisagés. Cette analyse prend en compte l'inventaire des forages domestiques établis par les SAGE ou les contrats de milieu (RM 7-05).

En particulier, le SDAGE RM attend des documents d'urbanisme :

- une compatibilité avec les plans de gestion de la ressource en eau (PGRE) (7-04), établis en concertation entre l'ensemble des acteurs du territoire, préférentiellement dans le cadre d'un SAGE. A la suite d'une étude des volumes maximaux prélevables sur le territoire, ces PGRE définissent les règles d'usage et de répartition des volumes disponibles entre les différentes catégories d'acteurs ;
- la prise en compte des zones où des contraintes d'exploitation de la ressource en eau souterraine ont pu être définies par ailleurs compte tenu de pressions trop importantes susceptibles d'occasionner une surexploitation ou des désordres géotechniques.

Outils mobilisables pour adapter l'aménagement à la ressource disponible :

Outil(s) pouvant être mobilisé(s) dans les différentes pièces des documents d'urbanisme
<ul style="list-style-type: none">• Le rapport de présentation des SCOT et PLU(i) :<ul style="list-style-type: none">◦ comprend une justification de la compatibilité entre la ressource en eau potable et les besoins futurs estimés en fonction du projet de développement du territoire ;◦ justifie la compatibilité des besoins futurs avec le PGRE, s'il existe ;◦ analyse le niveau de rendement des réseaux de distribution d'eau potable et indique les mesures d'amélioration à réaliser ;◦ comprend un diagnostic du territoire intégrant les effets du changement climatique sur la ressource en eau ;◦ intègre les éléments relatifs aux PGRE, schémas de distribution d'eau potable, plans urbain de gestion des eaux souterraines.• Le DOO du SCOT contient des objectifs d'accueil de population et/ou d'activités (par EPCI) qui tiennent compte de la disponibilité de la ressource en eau potable.• Le plan de zonage et les orientations d'aménagement et de programmation du PLU(i) incluent un échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation.

Détail des dispositions :

Se référer à la note annexe.

Annexe

Détail des dispositions des SDAGE 2016-2021

Partie 2.1 : Analyse prospective dans une logique de non-dégradation des milieux aquatiques et d'adaptation au changement climatique

SDAGE RM

Disposition 1-02 : Développer les analyses prospectives dans les documents de planification : prescription nouvelle

« Dans l'optique d'améliorer l'intégration et l'anticipation des enjeux liés à l'état de l'eau et des milieux aquatiques, **les documents de planification développent des analyses prospectives concernant l'eau.** Ces analyses prospectives, qui consistent à examiner des variantes et différents futurs possibles à long terme (de l'ordre de 30 ans), **contribuent à éclairer les décisions à prendre aujourd'hui sur les actions nécessaires à la protection de l'eau et des milieux aquatiques.** Elles sont différentes mais complémentaires du scénario tendanciel qui envisage l'évolution plausible de la situation et des conséquences pour la gestion de l'eau « si rien de plus qu'aujourd'hui n'est entrepris » et si les dynamiques externes (économique, démographique...) se poursuivent à l'identique.

Ces analyses prospectives doivent à la fois présenter un caractère exploratoire (ouvrir le champ des possibles) et normatif (intégrer dans la réflexion les différentes exigences réglementaires).

Elles doivent être menées à l'échelle appropriée, c'est-à-dire celle à laquelle les acteurs concernés ont la capacité de mettre en œuvre les choix qui seront faits au vu de cette analyse.

Sont concernés les documents de planification suivants, dans la mesure où les délais d'élaboration de ces documents le permettent : [...] schéma de cohérence territoriale (ScoT) [...]. Selon les cas, ces documents de planification peuvent prévoir une analyse prospective dédiée à l'eau ou bien intégrer un volet « eau » dans les analyses prospectives menées sur le sujet dédié à l'objet du schéma.

Ces analyses doivent porter sur les impacts des scénarios envisagés sur l'atteinte du bon état des eaux, la disponibilité de la ressource, l'état écologique et chimique des eaux, la qualité des milieux aquatiques et des zones humides, les risques pour la santé ou pour les inondations. Ces scénarios doivent tenir compte des changements globaux, notamment les effets du changement climatique sur les enjeux cibles comme forts dans les différents territoires concernés.

Pour les documents de planification visés ci-dessus qui ne relèvent pas du domaine de l'eau, ces analyses s'appuient sur les connaissances rendues disponibles par les acteurs de l'eau (porteurs de SAGE et de contrat de rivières notamment).

L'évaluation environnementale de ces documents de planification permet de s'assurer de la bonne prise en compte de cette disposition et de ses enjeux associés »

SDAGE RM

Orientation fondamentale 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques : prescription

« [...] L'application du principe de non dégradation est requise [...] dans le cadre des politiques sectorielles menées en dehors du domaine de l'eau (ScoT [...]). Elle suppose d'assurer une meilleure prise en compte de l'environnement dans les processus de décision et d'orienter les différents scénarios d'aménagement vers la recherche systématique de la meilleure option environnementale dans une logique de développement durable.

La meilleure option environnementale, du point de vue des milieux aquatiques, est celle qui permet l'usage ou l'activité visée par un projet à moindre coût environnemental. L'option retenue ne doit pas conduire à une dégradation de l'état d'une masse d'eau ou d'une zone protégée [à savoir : un captage AEP, une ressource stratégique AEP, une zone de baignade, un site Natura 2000, la zone vulnérable définie en application de la directive « nitrates », la zone sensible définie en application de la directive « eaux résiduaires urbaines »] ».

SDAGE SN

Disposition L1.161 : Elaborer et préciser les scénarii globaux d'évolution pour modéliser les situations futures sur le bassin (ex D157 du SDAGE 2010-2015) : recommandation nouvelle (vis-à-vis des SCOT)

« Il est nécessaire d'élaborer des scénarii à visée prospective pour anticiper les situations futures, en particulier de crise sur la gestion de l'eau. Il s'agit d'explorer les effets du changement climatique (température, précipitations, évapotranspiration...) des évolutions démographiques du bassin, des évolutions des systèmes de production de l'agriculture et des autres usages. A ce titre les scénarii

élaborés localement pour l'élaboration des volets « Energie et climat » des SCoT peuvent être utilisés.

L'étude des interactions entre ces divers paramètres est essentielle pour évaluer l'état des milieux aquatiques à moyen terme et le confronter aux objectifs fixés.

Plus encore, les incertitudes de projections sur le long terme, reposant sur l'incapacité à faire des prévisions sur les différentes composantes de la société, invitent à avoir une vision prospective, utilisant différents scénarii contrastés pour réfléchir aux stratégies possibles de gestion de l'eau et des milieux aquatiques. [...] ».

Partie 2.2 : Concertation entre acteurs de l'eau et de l'urbanisme

SDAGE LB

Disposition 12C-1 : Renforcer la cohérence des politiques publiques : recommandation nouvelle

« Dans un objectif de mise en cohérence des politiques publiques, il est recommandé d'associer la CLE à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme [...] »

Réciproquement, il est recommandé d'associer les membres des instances en charge d'élaborer ces documents aux travaux des CLE (lors des commissions de travail thématique par exemple) pour l'élaboration et la révision des Sage ».

SDAGE RM

Disposition 4-10 : Associer les acteurs de l'eau à l'élaboration des projets d'aménagement du territoire (ex 4-07 du SDAGE 2010-2015) : recommandation non modifiée

« Les maîtres d'ouvrage des projets d'aménagement du territoire visés à la disposition 4-09 [dont SCOT et PLU] sont invités à associer les syndicats de bassin versant [...] et les instances [...] qui élaborent les SAGE et les contrats de milieux ainsi que les services publics d'eau et d'assainissement.

Pour être efficiente, cette association doit intervenir au plus tôt (idéalement dès la phase d'état des lieux) et ne pas se restreindre au seul « volet environnemental » de la démarche : les enjeux liés à l'eau doivent influencer sur les choix à faire en termes de politique de développement économique (agricole, touristique...), de tracé ou de modalités de conception des infrastructures de transport, de gestion forestière, etc.

Le préfet s'assure de cette association lorsqu'il rend un avis ou prend une décision sur ces projets ».

SDAGE SN

Disposition L2.168 : Favoriser la participation des CLE lors de l'élaboration, la révision et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme (SCOT, PLU et cartes communales) avec le SAGE (ex D164 du SDAGE 2010-2015) : recommandation renforcée

« Pour répondre à ces enjeux, il convient que :

- Les collectivités territoriales, ou l'établissement public compétent en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des documents d'urbanisme, invitent des représentants des structures qui élaborent et mettent en œuvre les SAGE afin de favoriser le plus en amont possible la prise en compte de l'eau dans leurs documents. Les CLE et les structures porteuses de SAGE se manifestent auprès des structures en charge de l'élaboration de ces documents pour être associées à leur élaboration.
- Les services et les établissements publics de l'Etat favorisent, si nécessaire, la création d'un groupe de travail spécifique au sein de la CLE.
- Les services et les établissements publics de l'Etat invitent les rédacteurs des projets d'urbanisme à assister aux travaux de la CLE lorsque nécessaire. De même, les rédacteurs de SAGE, lorsque nécessaire, sont invités aux travaux d'élaboration des projets d'urbanisme ».

Partie 3.1 : Maîtrise du ruissellement des eaux pluviales

SDAGE LB

Disposition 3D-1 : Prévenir le ruissellement et la pollution des eaux pluviales dans le cadre des aménagements (ex 3D-4 du SDAGE 2010-2015) : prescription non modifiée

« Les collectivités réalisent [...] un zonage pluvial dans les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement. Ce plan de zonage pluvial offre une vision globale des aménagements liés aux eaux

pluviales, prenant en compte les prévisions de développement urbain et industriel. Les projets d'aménagement ou de réaménagement urbain devront autant que possible :

- limiter l'imperméabilisation des sols ;
- privilégier l'infiltration lorsqu'elle est possible ;
- favoriser le piégeage des eaux pluviales à la parcelle ;
- faire appel aux techniques alternatives au « tout tuyau » (noues enherbées, chaussées drainantes, bassins d'infiltration, toitures végétalisées...) ;
- mettre en place les ouvrages de dépollution si nécessaire ;
- réutiliser les eaux de ruissellement pour certaines activités domestiques ou industrielles.

Il est fortement recommandé de retranscrire les prescriptions du zonage pluvial dans le PLU, conformément à l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme, en compatibilité avec le SCoT lorsqu'il existe ».

SDAGE LB

Disposition 3D-2 : Réduire les rejets d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales (ex 3D-2 du SDAGE 2010-2015) : prescription modifiée (sur le débit de fuite par défaut)

« Le rejet des eaux de ruissellement résiduelles dans les réseaux séparatifs eaux pluviales puis dans le milieu naturel sera opéré dans le respect des débits acceptables par ces derniers et de manière à ne pas aggraver les écoulements naturels avant aménagement.

Dans cet objectif, les SCoT ou, en l'absence de SCoT, les PLU et cartes communales comportent des prescriptions permettant de limiter cette problématique. A ce titre, il est fortement recommandé que les SCoT mentionnent des dispositions exigeant, d'une part des PLU qu'ils comportent des mesures relatives à l'imperméabilisation et aux rejets à un débit de fuite limité appliquées aux constructions nouvelles et aux seules extensions des constructions existantes, et d'autre part des cartes communales qu'elles prennent en compte cette problématique dans le droit à construire. En l'absence de SCoT, il est fortement recommandé aux PLU et aux cartes communales de comporter des mesures respectivement de même nature. À défaut d'une étude spécifique précisant la valeur de ce débit de fuite, le débit de fuite maximal sera de 3 l/s/ha pour une pluie décennale ».

SDAGE RM

Disposition 5A-04 : Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées : nouvelle prescription

« [...] le SDAGE fixe trois objectifs généraux :

- **Limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols.**

Cet objectif doit devenir une priorité, notamment pour les documents d'urbanisme lors des réflexions en amont de l'ouverture de zones à l'urbanisation. La limitation de l'imperméabilisation des sols peut prendre essentiellement deux formes : soit une réduction de l'artificialisation, c'est-à-dire du rythme auquel les espaces naturels, agricoles et forestiers sont reconvertis en zones urbanisées, soit l'utilisation des terrains déjà bâtis, par exemple des friches industrielles, pour accueillir de nouveaux projets d'urbanisation.

- **Réduire l'impact des nouveaux aménagements.**

Tout projet doit viser à minima la transparence hydraulique de son aménagement vis-à-vis du ruissellement des eaux pluviales en favorisant l'infiltration ou la rétention à la source (noues, bassins d'infiltration, chaussées drainantes, toitures végétalisées, etc.). L'infiltration est privilégiée dès lors que la nature des sols le permet et qu'elle est compatible avec les enjeux sanitaires et environnementaux du secteur (protection de la qualité des eaux souterraines, protection des captages d'eau potable...), à l'exception des dispositifs visant à la rétention des pollutions.

Par ailleurs, dans les secteurs situés à l'amont de zones à risques naturels importants (inondation, érosion...), il faut prévenir les risques liés à un accroissement de l'imperméabilisation des sols. En ce sens, les nouveaux aménagements concernés doivent limiter leur débit de fuite lors d'une pluie centennale à une valeur de référence à définir en fonction des conditions locales.

- **Désimperméabiliser l'existant.**

Le SDAGE incite à ce que les documents de planification d'urbanisme (SCoT et PLU) prévoient, en compensation de l'ouverture de zones à l'urbanisation, la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées. Sous réserve de capacités techniques suffisantes en matière d'infiltration des sols, la surface cumulée des projets de désimperméabilisation visera à atteindre 150% de la nouvelle surface imperméabilisée suite aux décisions d'ouverture à l'urbanisation prévues dans le document de planification.

La désimperméabilisation visée par le document d'urbanisme a vocation à être mise en œuvre par tout maître d'ouvrage public ou privé qui dispose de surfaces imperméabilisées (voiries, parking, zones d'activités, etc.). Par exemple, dans le cas de projets nouveaux situés sur du foncier déjà imperméabilisé, un objectif plus ambitieux que celui d'une simple transparence hydraulique peut être

visé en proposant une meilleure infiltration ou rétention des eaux pluviales par rapport à la situation précédente.

Des règles visant ces trois objectifs et adaptées aux conditions techniques locales (notamment capacité d'infiltration des sols, densité des zones urbaines) **sont définies en ce sens par les documents d'urbanisme**, les SAGE et les doctrines d'application de la police de l'eau. Pour ce faire, les structures pourront s'appuyer sur les lignes directrices concernant les meilleures pratiques pour limiter, atténuer ou compenser l'imperméabilisation des sols publiées par la Commission européenne en 2012 ».

SDAGE RM

Disposition 8-05 : Limiter le ruissellement à la source : nouvelle prescription

« En milieu urbain comme en milieu rural, **des mesures doivent être prises**, notamment par les collectivités **par le biais des documents et décisions d'urbanisme [...]** pour limiter les ruissellements à la source, y compris dans des secteurs hors risques mais dont toute modification du fonctionnement pourrait aggraver le risque en amont ou en aval. Ces mesures qui seront **proportionnées aux enjeux du territoire** doivent s'inscrire dans une démarche d'ensemble assise sur un diagnostic du fonctionnement des hydrosystèmes prenant en compte la totalité du bassin générateur du ruissellement, dont le territoire urbain vulnérable (« révélateur » car souvent situé en point bas) ne représente couramment qu'une petite partie.

La limitation du ruissellement contribue également à favoriser l'infiltration nécessaire au bon rechargement des nappes. Aussi, en complément des dispositions 5A-03, 5A-04 et 5A-06 du SDAGE, **il s'agit, notamment au travers des documents d'urbanisme, de :**

- **limiter l'imperméabilisation des sols** et l'extension des surfaces imperméabilisées ;
- **favoriser ou restaurer l'infiltration des eaux ;**
- **favoriser le recyclage des eaux de toiture ;**
- **favoriser les techniques alternatives de gestion des eaux de ruissellement** (chaussées drainantes, parking en nid d'abeille, toitures végétalisées...) ;
- **maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales**, notamment en limitant l'apport direct des eaux pluviales au réseau ;
- **préserver les éléments du paysage déterminants dans la maîtrise des écoulements**, notamment au travers du maintien d'une couverture végétale suffisante et des zones tampons pour éviter l'érosion et l'aggravation des débits en période de crue ;
- **préserver les fonctions hydrauliques des zones humides ;**
- **éviter le comblement, la dérivation et le busage des vallons dits secs** qui sont des axes d'écoulement préférentiel des eaux de ruissellement.

Dans certains cas, l'infiltration n'est pas possible techniquement ou peut présenter des risques (instabilité des terrains, zones karstiques...). Il convient alors de favoriser la rétention des eaux.

[...]

Il est recommandé que le **zonage [pluvial]** soit mis en place, révisé et mis à jour à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme. Sans préjudice des éléments prévus par la disposition 5A-06 du SDAGE relative aux **schémas directeurs d'assainissement**, il est recommandé que ces schémas **intègrent un volet « gestion des eaux pluviales »** assis sur un diagnostic d'ensemble du fonctionnement des hydrosystèmes établi à une échelle pertinente pour tenir compte de l'incidence des écoulements entre l'amont et l'aval (bassin versant contributeur par exemple) ».

SDAGE SN

Disposition D1.8 : Renforcer la prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme (ex D6 du SDAGE 2010-2015) : recommandation renforcée

« En complément des exigences réglementaires, il est recommandé que :

- le « **zonage d'assainissement pluvial** » soit **intégré dans les documents graphiques** (règlement, annexes du PLU) ;
- les **argumentaires** des choix du zonage d'assainissement pluvial apparaissent dans le rapport de présentation des PLU ;
- les **orientations d'aménagement et d'urbanisme** du **Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)** prévoient des actions permettant de limiter les volumes d'eaux de ruissellement collectés dans les réseaux de la collectivité ;
- les **prescriptions permettant de limiter les volumes d'eaux de ruissellement collectés dans les réseaux de la collectivité** soient intégrées au règlement d'urbanisme ou, à défaut, soient transcrites dans un **règlement d'assainissement pluvial annexé au document d'urbanisme**. Ces prescriptions concernent notamment la limitation de l'imperméabilisation des sols sur les zones urbaines, les zones d'activités économiques et les zones à urbaniser.

Ces recommandations sont à mettre en œuvre **prioritairement sur les bassins versants de masses d'eau n'étant pas en bon état** et sur les zones d'usages sensibles à la pollution microbiologique.

Par ailleurs, les incidences environnementales de l'imperméabilisation des sols et des modifications d'écoulements sont étudiées lors de l'élaboration des documents d'urbanisme et des projets d'aménagement.

D'une manière générale et à titre préventif, il est recommandé à l'ensemble des collectivités territoriales et leurs groupements compétents de conduire des études permettant d'évaluer les incidences du ruissellement sur le fonctionnement du système d'assainissement et du système de gestion des eaux pluviales. Les schémas directeurs d'assainissement contribuent à alimenter ces réflexions.

En outre, la réalisation d'inventaires patrimoniaux du système de gestion des eaux pluviales permet d'appréhender globalement les enjeux.

Les résultats issus de ces études permettent notamment :

- de définir des priorités en termes de lutte contre le ruissellement et de les intégrer par exemple dans le zonage d'assainissement pluvial ;
- de prévoir les mesures adaptées pour préserver ou restaurer la qualité des milieux dégradés par les eaux pluviales en amont des politiques d'aménagement du territoire, via les documents d'urbanisme ».

SDAGE SN

Disposition D1.9 : Réduire les volumes collectés par temps de pluie (ex D7 et D8 du SDAGE 2010-2015) : prescription renforcée

« Les opérations telles que les rénovations urbaines, les requalifications de voiries ou le réaménagement de sites et de zones d'activités à caractère économique sont propices à la réduction des volumes collectés par temps de pluie.

Toute extension urbaine doit éviter la collecte de nouveaux apports d'eaux de ruissellement dans le système d'assainissement, a minima pour les pluies de retour de quelques mois.

Pour ce faire, les collectivités et les maîtres d'ouvrage veilleront à favoriser :

- la non imperméabilisation des sols ou leur perméabilisation,
- les surfaces d'espaces verts, permettant d'accroître l'évapotranspiration de l'eau, en utilisant notamment les capacités des documents d'urbanisme, comme les PLU, pour fixer des règles de surfaces d'espaces verts de pleine terre sur tout nouvel aménagement urbain ou, encore, en faisant du bâti un support pour la végétalisation [...],
- la rétention à la source de l'eau de pluie,
- l'infiltration de l'eau de pluie au plus près de l'endroit où elle tombe,
- la réutilisation de l'eau de pluie [...].

Les conditions de restitution éventuelles des eaux stockées vers un réseau ne doivent pas entraîner de préjudice pour l'aval ».

SDAGE SN

Disposition D8.142 : Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets (ex D145 du SDAGE 2010-2015) : prescription atténuée (suppression du débit de fuite à défaut d'étude locale, qui était fixé à 1 l/s/ha pour une pluie de retour 10 ans)

« [Pour les projets d'aménagement relevant de la rubrique 2.1.5.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement], en l'absence d'objectifs précis fixés localement par une réglementation locale (SAGE, règlement sanitaire départemental, SDRIF, SCOT, PLU, zonages pluviaux...) ou à défaut d'étude hydraulique démontrant l'innocuité de la gestion des eaux pluviales sur le risque d'inondation, le débit spécifique exprimé en litre par seconde et par hectare issu de la zone aménagée doit être inférieur ou égal au débit spécifique du bassin versant intercepté par l'opération avant l'aménagement ».

SDAGE SN

Disposition D8.143 : Prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée (ex D145 du SDAGE 2010-2015) : prescription nouvelle

« Les communes ou leurs établissements publics compétents veillent à la cohérence des prescriptions du zonage pluvial et des règles d'occupation des sols fixées par les PLU et les cartes communales. Dans cette perspective, il est souhaitable que le PLU ou la carte communale et le zonage pluvial soient élaborés conjointement, ceci afin de garantir la bonne prise en compte des prescriptions relatives à la gestion des eaux dans le cadre de l'instruction des permis de construire ».

SDAGE SN

Disposition D2.18 : Conserver et développer les éléments fixes des paysages qui freinent les ruissellements (ex D14 du SDAGE 2010-2015) : **prescription non modifiée**

« Les éléments fixes du paysage à conserver sont notamment les haies, les talus, les fossés et les espaces boisés, les mares ainsi que les zones de circulation hydraulique aménagées (chemins d'exploitation drainants en coteau viticole par exemple).

Dans les zones d'influence des milieux aquatiques [...] ou des eaux souterraines sensibles aux phénomènes de ruissellement et d'érosion [...], les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les objectifs de conservation des éléments fixes du paysage.

A ce titre, le respect de ces objectifs pourra se traduire :

- par la **définition d'objectifs de densité de présence de ces éléments régulateurs** par secteurs pertinents (par exemple un pourcentage de surface en haies, talus...);
- par une **protection suffisante des éléments fixes du paysage les plus utiles**, en particulier si la densité prédéfinie n'est pas respectée. [...]

SDAGE SN

Disposition D5.59 : Prendre en compte les eaux de ruissellement pour protéger l'eau captée pour l'AEP (ex D45 du SDAGE 2010-2015) : **prescription non modifiée**

« [L'autorité administrative] veille à limiter le ruissellement à l'amont des prises d'eau ».

Partie 3.2 : Préservation de la qualité des ressources pour l'usage AEP

SDAGE RM

Disposition 5E-01 : Protéger les ressources stratégiques pour l'AEP – préserver la qualité et les équilibres quantitatifs dans les zones de sauvegarde (ex 5E-01 et 5E-03 du SDAGE 2010-2015) : **prescription nouvelle**

« Les SAGE ou, en l'absence de SAGE, les contrats de milieu dont le périmètre inclut des zones de sauvegarde identifient ces zones et prévoient les dispositions nécessaires à leur préservation.

Les SCoT, dont le périmètre inclut des zones de sauvegarde, **intègrent les enjeux spécifiques de ces zones**, notamment les risques de dégradation dans le diagnostic prévu à l'article L. 141-3 du code de l'urbanisme. En application des articles L. 141-4 et L. 141-5 du code de l'urbanisme, les SCoT **prévoient les mesures permettant de les protéger sur le long terme** dans leur projet d'aménagement et de développement durable des territoires et leur document d'orientation et d'objectifs. Dans ce cadre, les **services de l'État en charge de l'urbanisme veillent à la bonne prise en compte des éléments de diagnostic et d'action définis dans le cadre des SAGE et contrats de milieux** ainsi que des éléments faisant l'objet d'un porter à connaissance de l'État.

En l'absence de SCoT, les **PLU développent une démarche similaire** au travers des documents prévus à l'article L. 151-2 du code de l'urbanisme ».

SDAGE RM

Disposition 5E-03 : Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable (ex 5E-05 du SDAGE 2010-2015) : **prescription renforcée**

« [...] L'expansion de l'urbanisation et l'évolution des activités économiques (agricoles, industrielles) menacent parfois des captages existants qui ne l'étaient pas auparavant. Les documents d'urbanisme, les projets d'infrastructures et les projets d'aménagement **évitent prioritairement et minimisent dans un second temps les impacts potentiels du développement de l'urbanisation et des activités économiques sur la qualité et la quantité de la ressource en eau destinée à la production d'eau potable.** [...] »

SDAGE SN

Disposition D7.128 : Garantir la maîtrise de l'usage du sol pour l'AEP future (ex 5E-01 et 5E-03 du SDAGE 2010-2015) : **prescription nouvelle**

« Sur les masses d'eau à réserver pour l'alimentation en eau potable future, les **SCOT, PLU, PLUI et cartes communales doivent permettre de garantir l'usage foncier du sol en zone urbaine et en zone rurale pour cette alimentation.** [...] »

Partie 3.3 : Prévention des pollutions et de l'eutrophisation

SDAGE RM

Disposition 5A-01 : Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état : **prescription nouvelle**

« La recherche de l'adéquation entre le développement des agglomérations et les infrastructures de dépollution doit être intégrée à tout projet d'aménagement [...]. Aussi, les SCoT et, en l'absence de SCoT, les PLU doivent s'assurer du respect des réglementations sectorielles (directive eaux résiduaires urbaines « ERU », directive baignade [...]) et de l'objectif de non dégradation des masses d'eau, en veillant en particulier à la maîtrise de l'impact cumulé de leurs rejets dans les masses d'eau.

Conformément aux dispositions 5A-02 à 5A-03 [...], les actions de réduction des pollutions doivent être renforcées pour les milieux particulièrement sensibles en allant si nécessaire au-delà des objectifs réglementaires sectoriels (liés à la directive ERU ou à la législation sur les installations classées par exemple) pour atteindre les objectifs assignés aux masses d'eau par le SDAGE en tenant compte du cumul des impacts des pressions qui s'exercent à l'échelle du bassin versant ».

SDAGE RM

Disposition 5A-02 : Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissibles » : **prescription nouvelle**

« L'évaluation environnementale des SCoT précise les conditions dans lesquelles le SCoT est compatible avec l'objectif de flux admissibles lorsque ceux-ci sont définis, en veillant à la bonne mise en œuvre des préconisations du SDAGE, [des SAGE et à défaut des contrats de milieu, c'est-à-dire :

- atteindre a minima les valeurs limites du bon état des eaux (cf. disposition 5B-03 : concentration comprise entre 0,1 et 0,5 mg/l pour le phosphate comme pour l'ammonium) et viser les valeurs guides du SDAGE (cf. disposition 5B-03 : 0,1 mg/l de phosphate pour le cours d'eau affluents de plans d'eau ; 0,2 mg/l de phosphate pour les autres cours d'eau) concernant la concentration des pollutions rejetées dans le cadre d'une approche bassin versant ;
- mettre en œuvre des actions d'assainissement pour réduire les pollutions correspondantes, en allant si nécessaire au-delà des exigences de la directive ERU : traitement tertiaire, dispersion des rejets (éviter la concentration des rejets notamment lorsque le débit du cours d'eau est très faible), zones tampons en sortie de station d'épuration ;
- mettre en œuvre les dispositions pertinentes de l'orientation fondamentales n°5C relative à la lutte contre les pollutions par les substances dangereuses ;
- mettre en œuvre des actions complémentaires sur l'hydrologie, la morphologie des milieux et les zones humides afin d'améliorer les capacités autoépuration du milieu].

A l'échelle du système d'assainissement, le diagnostic du système d'assainissement prévu par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif intègre cette notion de flux admissible. Le programme d'actions établi dans le prolongement de ce diagnostic définit un programme d'équipement adapté aux capacités épuratoires des milieux récepteurs, aux variations de charge saisonnières, à la croissance démographique et au développement économique attendus, en prenant en compte les pollutions des activités économiques raccordées ainsi que les capacités financières des collectivités et des financeurs ».

SDAGE RM

Disposition 5A-06 : Etablir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE (ex 5A-01 du SDAGE 2010-2015) : **prescription non modifiée**

« Les collectivités responsables de l'assainissement élaborent un schéma directeur d'assainissement [...] en prenant en compte les dispositions [de l'orientation 5A du SDAGE].

Les collectivités sont invitées à réviser et mettre à jour leur schéma directeur à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des plans locaux d'urbanisme (PLU) ou des SCoT dès lors que celles-ci ont une incidence sur le système d'assainissement.

Les zonages prévus par l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales (zones d'assainissement collectif, zones relevant de l'assainissement non collectif, zones de maîtrise de l'imperméabilisation des sols, zones de collecte, stockage et traitement des eaux pluviales et de ruissellement) sont élaborés ou mis à jour afin d'intégrer les dispositions des schémas directeurs [...]. »

SDAGE RM

Disposition 5B-01 : Anticiper pour assurer la non dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation : nouvelle prescription

« Sur les milieux identifiés comme fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation par la carte 5B-A, et compte tenu de l'impact du changement climatique sur les risques d'eutrophisation, l'objectif est d'assurer la non dégradation de l'état des eaux [...]. Dans ce cadre, il importe notamment que les SCoT et PLU soient adaptés en cas de croissance attendue de population de façon à ne pas accentuer ni les flux de pollutions ni les prélèvements d'eau susceptibles d'avoir un impact sur l'état trophique des eaux [...] ».

CARTE 5B-A
Milieux aquatiques fragiles vis-à-vis
des phénomènes d'eutrophisation

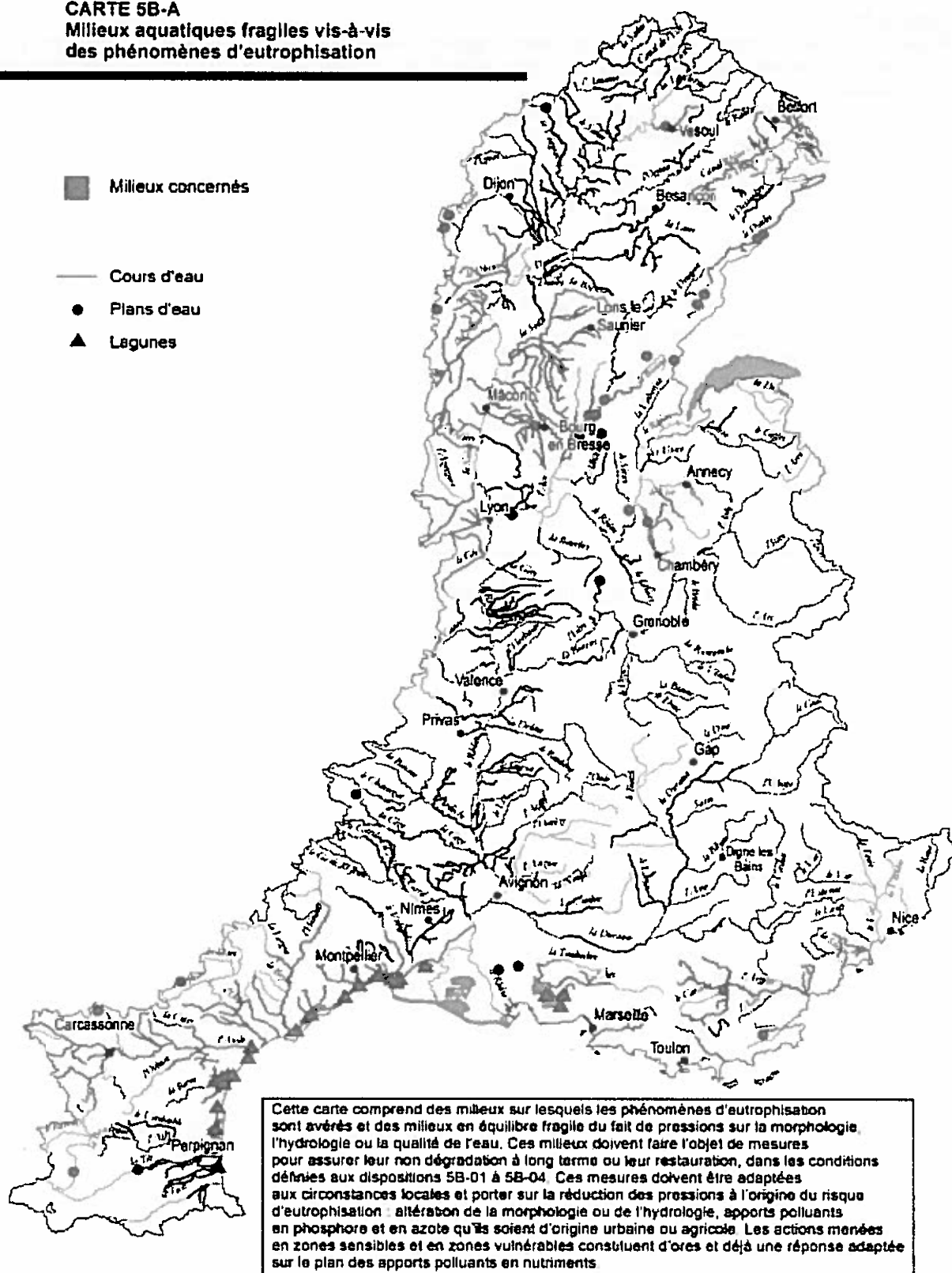


Illustration 1: Milieux aquatiques fragiles vis-à-vis du
phénomène d'eutrophisation dans le bassin Rhône-
Méditerranée

SDAGE SN

Disposition D1.7 : Limiter la création de petites agglomérations d'assainissement et maîtriser les pollutions ponctuelles dispersées de l'assainissement non collectif (ex D17 du SDAGE 2010-2015) : **recommandation non modifiée**

« Les schémas directeurs d'assainissement doivent être compatibles avec l'objectif de maîtriser les pollutions dues à l'assainissement en lien avec les enjeux du milieu et les investissements nécessaires. A ce titre, les communes et leur groupement compétent en zones rurales privilégient l'assainissement non collectif notamment en tête de bassin versant où le débit des rivières est faible, afin d'éviter la mise en place d'un système d'assainissement (réseau + station) dont le rejet ponctuel risque d'être plus impactant. [...] ».

SDAGE SN

Disposition D2.20 : Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques (ex D16 du SDAGE 2010-2015) : **prescription nouvelle**

« [...] L'aménagement des dispositifs tampons (prairie inondable, mare végétalisée, enherbement des fossés...) est encouragé à l'exutoire des réseaux, permettant la décantation et la filtration des écoulements avant rejet au milieu naturel.

Pour atteindre les objectifs environnementaux affectés aux masses d'eau, les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, PUI et cartes communales) doivent être compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de limitation des transferts de polluants par le drainage des terres agricoles, notamment en rendant possible la création de ces dispositifs tampons. [...] »

Partie 3.4 : Connaissance et préservation des milieux humides

SDAGE LB :

Dispositions 8E-1 : Inventaires (ex 8E-1 du SDAGE 2010-2015) : **recommandation non modifiée**

« [...] les Sage identifient les enveloppes de forte probabilité de présence de zones humides. Ils hiérarchisent ces enveloppes en fonction de l'importance de l'enjeu « zones humides » pour la conservation ou l'atteinte du bon état des masses d'eau et pour la biodiversité.

[...]

Les Sage réalisent les inventaires précis des zones humides en se basant sur ces enveloppes.

[...]

La commission locale de l'eau peut confier la réalisation de l'inventaire précis des zones humides aux communes ou groupement de communes, tout en conservant la coordination et la responsabilité de la qualité de l'inventaire. Dans ce cas, les inventaires sont réalisés sur la totalité du territoire communal. Une attention particulière est portée aux inventaires des zones humides dans les secteurs à enjeux des PLU (notamment les zones U, et AU). Les inventaires sont réalisés de manière concertée.

A l'occasion du porter à connaissance des documents d'urbanisme, les services concernés de l'État informent les collectivités de l'existence des informations relatives aux zones humides.

En l'absence de Sage, l'identification des enveloppes de forte probabilité de présence de zones humides et l'inventaire sont conduits par d'autres collectivités publiques en tenant compte, entre autres, des schémas régionaux de cohérence écologique ».

SDAGE LB :

Dispositions 8A-1 : Les documents d'urbanisme (ex 8A-1 du SDAGE 2010-2015) : **prescription renforcée (pour les SCOT)**

« Les documents supra-communaux (schémas de cohérence territoriale ou SCoT)

Les schémas de cohérence territoriale (SCoT), conformément à l'article L.111-1-1 du code de l'urbanisme, doivent être compatibles avec les objectifs de protection des zones humides prévus dans le Sdage et dans les Sage.

Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ou les syndicats de SCoT rappellent, a minima, les objectifs de préservation et orientations de gestion des zones humides définis dans le PAGD des Sage du territoire en application de la disposition 8A-2.

En présence ou en l'absence de Sage, ils sont invités à préciser, dans le document d'orientation et d'objectifs, les orientations de gestion et les modalités de protection qui contribuent à la préservation des zones humides, afin qu'elles puissent être déclinées dans les plans locaux d'urbanisme, ou les documents en tenant lieu, et les cartes communales.

Les documents inter-communaux ou communaux (PLU et carte communale)

En l'absence de SCoT, les **plans locaux d'urbanisme (PLU)** et cartes communales, conformément à l'article L.111-1-1 du code de l'urbanisme, **doivent être compatibles avec les objectifs de protection des zones humides** prévus dans le Sdage et dans les Sage.

En l'absence d'inventaire précis sur leur territoire ou de démarche en cours à l'initiative d'une commission locale de l'eau, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale élaborant ou révisant son document d'urbanisme est invité à réaliser cet inventaire dans le cadre de l'état initial de l'environnement, à une échelle compatible avec la délimitation des zones humides dans le document.

Les PLU incorporent dans les documents graphiques des zonages protecteurs des zones humides et, le cas échéant, précisent dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement et de programmation, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme. Ces dispositions tiennent compte des fonctionnalités des zones humides identifiées ».

SDAGE RM

Disposition 6B-05 : Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter-à-connaissance (ex 6B-1 du SDAGE 2010-2015) : **recommandation non modifiée**

« Les nouvelles actions d'acquisition de connaissances doivent être engagées de préférence à l'issue de plans de gestion stratégiques en fonction des outils identifiés pour mener à bien les actions de restauration ou de préservation du plan. Des inventaires peuvent par exemple être utiles dans le cadre de la révision de documents d'urbanisme pour vérifier que les terrains ouverts à l'urbanisation sont compatibles avec un changement de destination du sol (absence de zones humides). [...] »

SDAGE RM

Disposition 6B-02 : Mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides (ex 6B-5 du SDAGE 2010-2015) : **prescription non modifiée**

Le SAGE définit des règles nécessaires au maintien des zones humides présentes sur son territoire.
[...]

Les SCoT intègrent dans le diagnostic prévu à l'article L. 141-3 du code de l'urbanisme les enjeux spécifiques aux zones humides de leur territoire, en s'appuyant notamment sur les inventaires portés à connaissance par les services de l'État. En application des articles L. 141-4 et L. 141-5 du code de l'urbanisme, les SCoT prévoient, dans leur projet d'aménagement et de développement durable des territoires et leur document d'orientation et d'objectifs, les mesures permettant de respecter l'objectif de non dégradation des zones humides et de leurs fonctions et de les protéger sur le long terme. L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme tient compte de leurs impacts sur le fonctionnement et l'intégrité de ces espaces.

En l'absence de SCoT, les PLU développent une démarche similaire au travers des documents prévus à l'article L. 151-2 du code de l'urbanisme. [...] »

SDAGE SN

Disposition D6.86 : Protéger les zones humides par les documents d'urbanisme (ex D83 du SDAGE 2010-2015) : **prescription non modifiée**

« Les documents d'urbanisme tels que les SCOT, PLU, PLUi et cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de protection des zones humides définies aux articles L.211-1 et R.211-108 du code de l'environnement et dans l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par un arrêté du 1^{er} octobre 2009 comme zones humides et de leurs fonctionnalités.

Cette compatibilité pourra notamment se traduire par :

- la mise en place de moyens ciblés comme un zonage et des règles associées adéquates permettant la protection des zones humides ;
- l'intégration de ces zones humides le plus en amont possible lors des choix d'aménagements et de développement du territoire ;
- l'intégration, dans le règlement, d'une **part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables** (L.123-1-5 du code de l'urbanisme) afin de contribuer au maintien des zones humides ;
- l'intégration de la cartographie de prélocalisation des zones humides du SDAGE et, si elle existe déjà, une cartographie de plus grande précision, notamment celle réalisée par les SAGE ;

- à défaut de cartographie existante, la caractérisation puis la délimitation des zones humides au minimum sur les secteurs susceptibles d'être ouverts à l'urbanisation et intégrant les zones humides composant la trame verte et bleue des SRCE ».

SDAGE SN

Disposition D6.87 : Préserver la fonctionnalité des zones humides (ex D84 du SDAGE 2010-2015) : **prescription non modifiée**

« Les zones humides qui ne font pas l'objet d'une protection réglementaire mais dont la fonctionnalité est reconnue, notamment par une étude réalisée dans le cadre d'un SAGE, doivent être préservées. A ce titre, il est recommandé que les acteurs locaux se concertent et mettent en œuvre les actions nécessaires à cette préservation (préservation dans les documents d'urbanisme, acquisition foncière, pratiques agricoles respectueuses de ces milieux...). L'articulation avec la trame verte et bleue des SRCE est à intégrer dans ces démarches ».

Partie 3.5 : Préservation des espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques et des zones d'expansion des crues

SDAGE RM

Disposition 6A-02 : Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques (ex 6A-02 du SDAGE 2010-2015) : **prescription étendue**

« Les politiques d'aménagement prennent en compte les espaces de bon fonctionnement des différents milieux aquatiques et humides [...].

Les SCoT intègrent les enjeux spécifiques des espaces de bon fonctionnement dans le diagnostic prévu à l'article L. 141-3 du code de l'urbanisme. Ils prévoient les mesures permettant de les protéger sur le long terme dans leur projet d'aménagement et de développement durable des territoires et leur document d'orientation et d'objectifs, en application des articles L. 141-4 et L. 141-5 du code de l'urbanisme. En l'absence de SCoT, les PLU développent une démarche similaire au travers des documents prévus à l'article L. 151-2 du code de l'urbanisme.

Les SCoT et PLU établissent des règles d'occupation du sol et intègrent les éventuelles servitudes d'utilité publique qui doivent permettre de préserver les espaces de bon fonctionnement durablement ou de les reconquérir même progressivement. L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme tient compte de leurs impacts sur le fonctionnement et l'intégrité de ces espaces [...] »

SDAGE RM

Disposition 6A-04 : Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves (ex 6A-02 du SDAGE 2010-2015) : **prescription non modifiée**

« [...] Au titre de la non-dégradation, la préservation, la restauration et la compensation des forêts alluviales doivent être pris en compte dans [...] les documents d'urbanisme [...] ».

SDAGE RM

Disposition 8-01 : Préserver les champs d'expansion des crues (ex 8-01 du SDAGE 2010-2015) : **prescription non modifiée**

« [...] Les champs d'expansion des crues sont définis comme les zones inondables non urbanisées, peu urbanisées et peu aménagées dans le lit majeur et qui contribuent au stockage ou à l'écrêtement des crues.

Les champs d'expansion de crues doivent être conservés sur l'ensemble des cours d'eau du bassin. Les documents d'urbanisme (SCoT, PLU...) doivent être compatibles avec cet objectif. Ce principe est par ailleurs un des fondements de l'élaboration des PPRI (article L. 562-8 du code de l'environnement) ».

SDAGE SN

Disposition D6.64 : Préserver les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral (ex D53 du SDAGE 2010-2015) : **prescription maintenue**

« [...] Le respect de cet objectif passe en particulier par :

- la recherche d'une exploitation des terres riveraines compatible avec la préservation de ces espaces, notamment par contractualisation, la protection des espaces de mobilité dans les documents d'urbanisme par un zonage et des règles adéquats ;

- la mise en œuvre de servitudes d'utilité publique conformément au L.211-12 du code de l'environnement qui peuvent être instituées à la demande de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs groupements pour créer ou restaurer des zones de mobilité du lit mineur d'un cours d'eau en amont des zones urbanisées ;
- l'acquisition foncière et la gestion de ces espaces par les collectivités, leurs groupements ou les établissements publics ».

SDAGE SN

Disposition D6.65 : Préserver, restaurer et entretenir la fonctionnalité des milieux aquatiques particulièrement dans les zones de frayères (ex D55 du SDAGE 2010-2015) : prescription nouvelle

« [...] Afin de protéger les frayères, il convient d'éviter le colmatage du lit en maîtrisant l'apport des matières en suspension et en limitant les rejets urbains. Il convient alors, dans les bassins versants en amont des zones de frayères, de mettre en œuvre les dispositions de l'orientation 4 (adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques) [cf. éléments analysés dans le sujet « maîtrise du ruissellement des eaux pluviales de la présente note, notamment ceux relatifs à la préservation des éléments fixes du paysage].

Les services de l'Etat et les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents veillent à ce que les documents d'urbanisme préservent par des règles et zonages adaptés :

- les bandes inconstructibles le long des cours ;
- les boisements d'accompagnement des cours d'eau ».

SDAGE SN

Disposition D6.67 : Identifier et protéger les forêts alluviales (ex D59 du SDAGE 2010-2015) : prescription nouvelle

« Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, PLUi et cartes communales) et les schémas départementaux et régionaux des carrières doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les objectifs de protection des forêts alluviales, y compris les secteurs même résiduels de ces forêts.

Cet objectif implique notamment d'identifier non seulement les secteurs de forêts alluviales mais également les secteurs permettant d'assurer le bon fonctionnement de ces milieux. Cette protection peut notamment se traduire par un zonage et des règles adéquats dans les documents et schémas précités. [...] »

SDAGE SN

Disposition D8.139 : Prendre en compte et préserver les zones d'expansion de crues dans les documents d'urbanisme (ex D138 Du SDAGE 2010-2015) : prescription maintenue

« [...] Les SCOT et, en l'absence de SCOT, les PLUi, les PLU et les cartes communales sont compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de préservation des zones d'expansion des crues ce qui suppose notamment de rassembler dans l'état initial de leur environnement toutes les connaissances existantes relatives aux zones d'expansion des crues du territoire : cartes des PPRi, atlas des zones inondables, cartographie des surfaces inondables de la directive inondation à l'échelle des territoires à risque important d'inondation (TRI)... »

Partie 3.6 : Maîtriser les extractions de granulats alluvionnaires

SDAGE SN

Disposition D6.102 : Développer les voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires (ex D101 du SDAGE 2010-2015) : prescription nouvelle

« Les granulats alluvionnaires sont à réserver pour des usages nobles et doivent être remplacés, autant que possible, par des matériaux de substitution y compris les matériaux de recyclage. A ce titre, les projets de recherche sur les matériaux de substitution sont à développer. [...] »

Afin de favoriser la mise en place d'une économie circulaire des matériaux, l'autorité administrative, les collectivités territoriales et leurs établissements publics compétents s'attachent à ce que les documents d'urbanisme, en particulier les SCOT, prévoient les voies alternatives à l'utilisation de granulats et intègrent dans leur analyse l'espace nécessaire à l'ensemble de la gestion de tous les matériaux en particulier les matériaux de substitution et les installations de recyclage, dans le respect de la ressource en eau ».

Partie 3.7 : Gestion équilibrée de la ressource en eau

SDAGE RM

Disposition 7-04 : Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource (ex 7-09 du SDAGE 2010-2015) : **prescription renforcée (sur l'aspect prospectif pour l'adaptation au changement climatique)**

« Les politiques d'aménagement et les usages de l'eau dans les territoires doivent respecter le principe de non dégradation de la directive cadre sur l'eau, rappelé par l'orientation fondamentale n°2. La mise en œuvre exemplaire de la séquence « éviter-réduire-compenser » appliquée à l'ensemble des projets, plans et programmes territoriaux doit être une première réponse immédiate au risque de déséquilibre quantitatif. [...]

Les SCoT et, en l'absence de SCoT, les PLU [...] doivent être compatibles avec les objectifs fixés par le plan de gestion de la ressource en eau (PGRE) (volumes prélevables par usage, débit objectif d'étiage et niveau piézométrique d'alerte notamment) ainsi que les règles de partage de l'eau. Le cumul des nouveaux prélèvements ne doit pas conduire à rompre les équilibres entre usages ni aggraver les conditions d'étiage extrême en termes d'intensité et de durée.

Dans ce cadre :

- une urbanisation nouvelle ne peut être planifiée sans avoir vérifié au préalable la disponibilité suffisante de la ressource en eau. Pour l'application de l'objectif de non dégradation des masses d'eau et des milieux naturels conformément à l'orientation fondamentale n°2, les projets de SCoT ou de PLU analysent l'adéquation entre la ressource en eau disponible et les besoins en eau des aménagements envisagés, en tenant compte des équipements existants et de la prévision de besoins futurs en matière de ressource en eau, des études d'évaluation des volumes prélevables globaux et des plans de gestion de la ressource en eau (y compris économies d'eau, règles de partage de l'eau et ressources de substitution) lorsqu'ils existent ainsi que des éléments prospectifs développés au titre de la disposition 0-03 [ces scénarios prospectifs portent sur l'évolution des territoires (croissance démographique, évolution des activités économiques...) et devront être évalués au regard de leurs impacts sur la ressource en eau disponible et l'état des milieux aquatiques, en tenant compte du changement climatique].

Les collectivités établissent les schémas de distribution d'eau potable prévus à l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales en s'appuyant sur ces éléments et en visant les objectifs suivants

En application du plan de bassin d'adaptation au changement climatique et des objectifs visés par les articles L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales et L. 213-10-9 du code de l'environnement, l'atteinte d'un rendement de 65 % est recherché sur la totalité des réseaux d'eau potable du bassin d'ici à 2020.

En particulier, dans les masses d'eau souterraine et sous bassins nécessitant des actions de résorption du déséquilibre quantitatif identifiés par les cartes 7A-1, 7A-2 et 7B [cf. ci-dessous], les collectivités sont invitées à atteindre les objectifs de rendements de réseaux d'eau potable déterminés conformément aux articles D. 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales et D. 213-74-1 du code de l'environnement au plus tard fin 2021.

[...]

- En contexte urbain et périurbain, dans le cas de pressions trop importantes sur les eaux souterraines ayant déjà conduit ou pouvant à terme conduire à des désordres (surexploitation conduisant à des désordres géotechniques, obstacles à l'écoulement provoquant des inondations d'ouvrages souterrains, déséquilibre dans les exploitations géothermiques...), les collectivités sont invitées à se doter d'objectifs de réduction des impacts de ces pressions et à élaborer un « plan urbain de gestion des eaux souterraines » qui identifie les zones où des contraintes d'exploitation de la ressource en eau sont définies, et à le prendre en compte lors de la révision des PLU.

Note : A la connaissance de la DREAL BFC en date de janvier 2018, il n'existe pas de plan de gestion urbain des eaux souterraines dans la région.

- Les acteurs de l'aménagement du territoire intègrent les éléments d'évolution de la ressource en eau liés aux effets du changement climatique dans leurs approches prospectives sur le développement économique ou structurel des territoires. Ils contribuent ainsi à définir des stratégies d'adaptation en référence à l'orientation fondamentale n°0 [relative à l'adaptation au changement climatique. Entre autres, un appui sur les cartes informatives 0A, 0B, 0C et 0D de vulnérabilité des territoires au changement climatique est recommandé] ».

CARTE 7A-1
Actions relatives au bon état quantitatif
des masses d'eau souterraine affleurantes

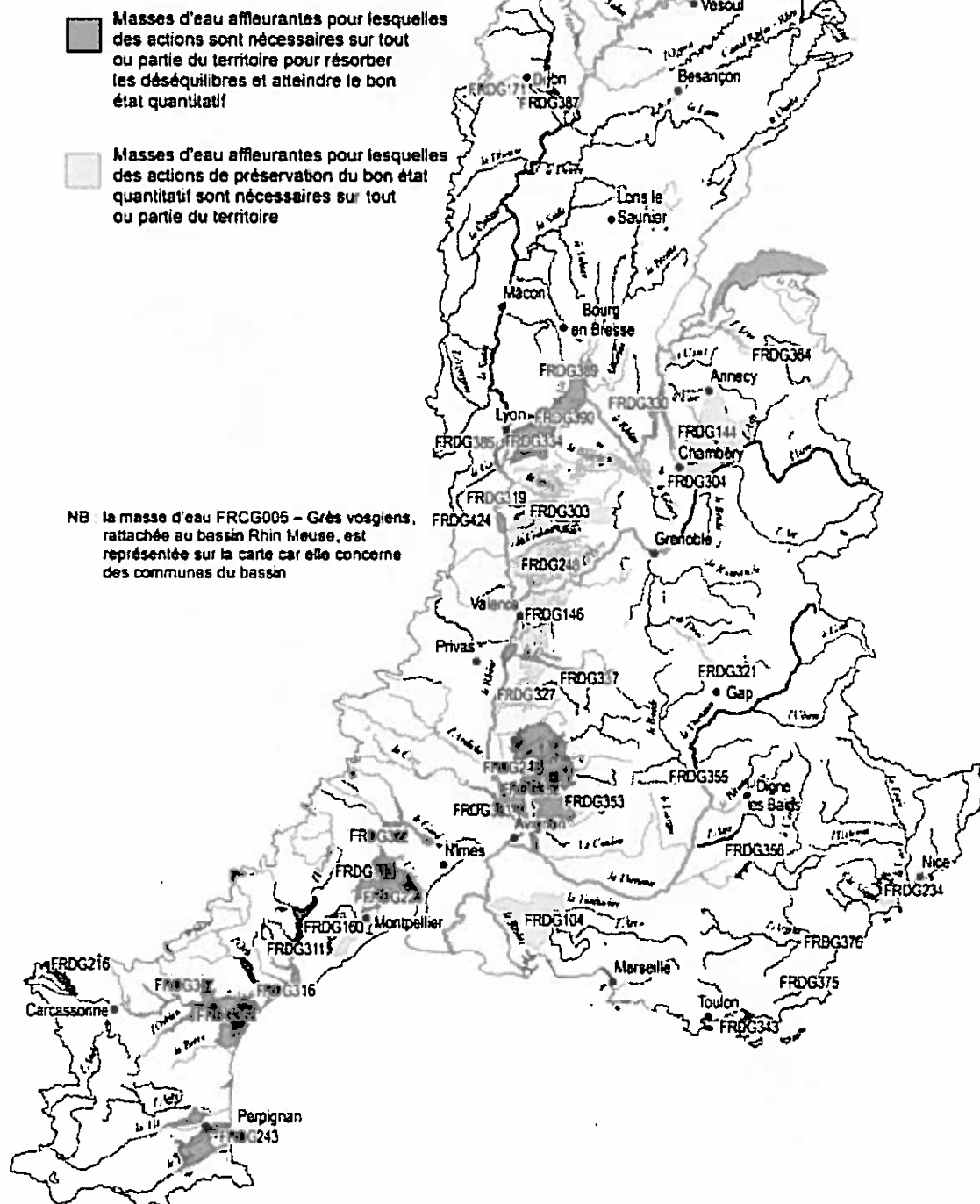


Illustration 2: Masses d'eau souterraines devant faire l'objet d'actions de restauration ou préservation de l'équilibre quantitatif

CARTE 7B
Actions relatives à l'équilibre quantitatif
des eaux superficielles

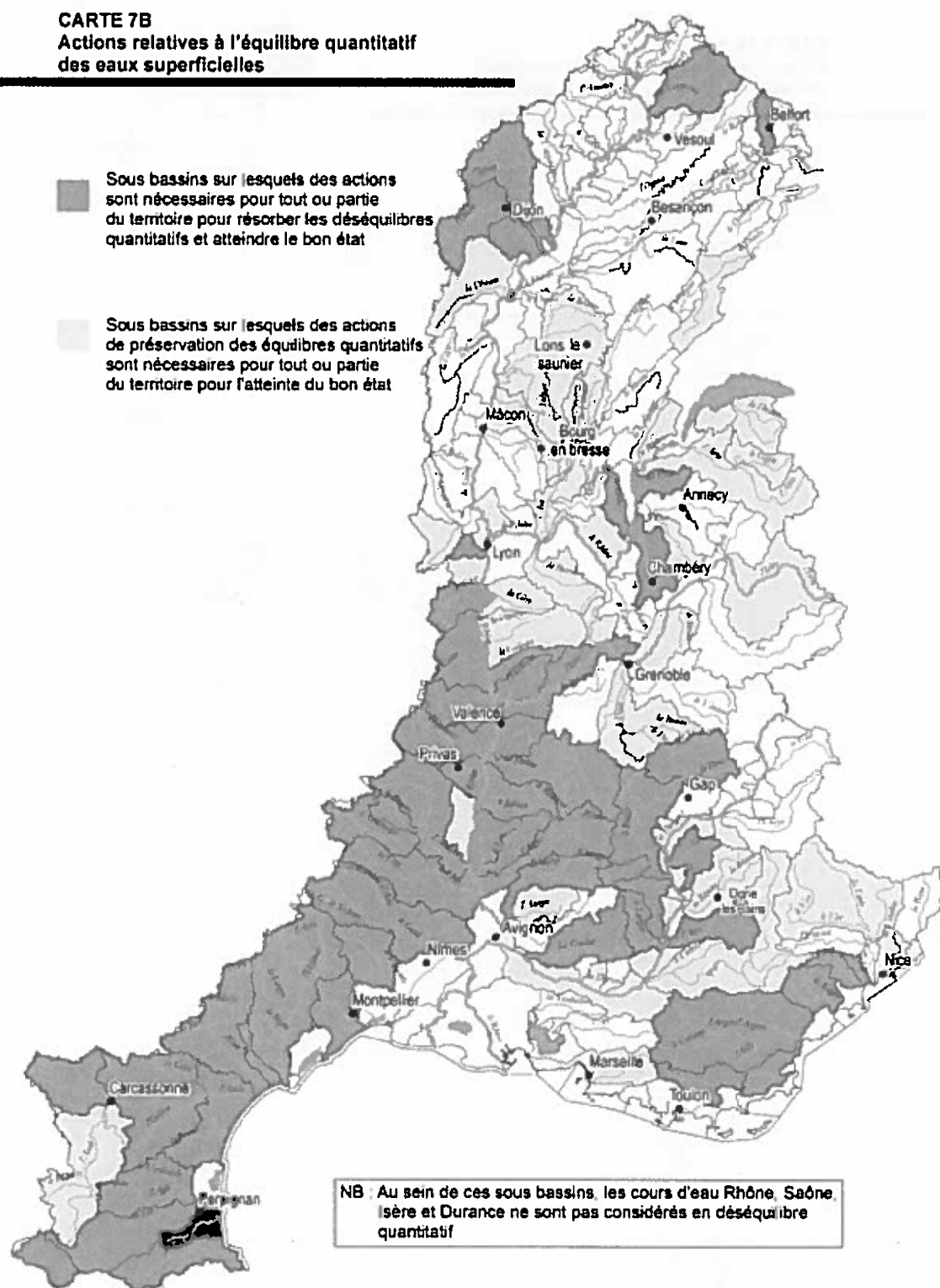


Illustration 3: Bassins versants devant faire l'objet d'actions de restauration ou préservation de l'équilibre quantitatif

SDAGE RM

Disposition 7-05 : Mieux connaître et encadrer les forages à usage domestique (ex 7-06 du SDAGE 2010-2015) : prescription renforcée

« Depuis le 1er janvier 2009, tout particulier utilisant ou souhaitant réaliser un ouvrage de prélèvement d'eau souterraine (puits ou forage) à des fins d'usage domestique doit déclarer cet ouvrage ou son projet en mairie. Les services de distribution d'eau potable ont la possibilité de contrôler l'ouvrage de prélèvement et les réseaux intérieurs de distribution d'eau.

[...]

Dans les masses d'eau souterraine nécessitant des actions de résorption du déséquilibre quantitatif ou de préservation du bon état quantitatif identifiées par les cartes 7A-1 et 7A-2 et dans les zones de sauvegarde des masses d'eau souterraine stratégiques pour l'alimentation en eau potable délimitées en application de la disposition 5E-01, les structures porteuses de démarches locales de gestion de l'eau (SAGE, contrat de milieu...) établissent, sur leur territoire d'intervention, l'inventaire des forages à usage domestique (localisation et volumes prélevés) en s'appuyant sur les données de la base de données nationale « Déclaration des puits et forages domestiques » et les données détenues par les propriétaires.

[...]

Ces inventaires sont pris en compte par les SCoT et PLU pour l'application de la disposition 7-04, dans le cadre de leur élaboration ou révision ainsi que dans le cadre de leurs démarches prospectives.

Les services compétents notamment ceux des collectivités peuvent s'y référer pour déterminer les moyens et priorités d'actions au plan réglementaire (contrôles, instruction réglementaire) dans les projets d'extensions urbaines ».

SDAGE SN

Disposition D7.137 : Anticiper les effets attendus du changement climatique (ex 7-06 du SDAGE 2010-2015) : **recommandation nouvelle**

« [...] Il est fortement recommandé aux collectivités territoriales et leurs établissements publics compétents de prendre en compte les limites des capacités d'évolution hydrologique du bassin de la Seine dans les projets d'aménagement du territoire : les documents d'urbanisme et de planification devraient renforcer et diversifier les mesures destinées à préserver la ressource en eau compte tenu du changement climatique ».